



ENTRE CENSURE ET AUTO-CENSURE : LIMITES ET COMPROMIS DU JOURNALISME RUSSE DES ANNÉES 2010

PRÉSENTÉ PAR: DARIA TIMCHENKO

DIRECTEUR DE MÉMOIRE : ANNE LE HUÉROU

UNIVERSITÉ PARIS NANTERRE

UFR LCE MASTER 1. ETUDES RUSSES ET POST-SOVIÉTIQUES

ANNÉE UNIVERSITAIRE : 2023-2024



Table des matières

<i>Introduction</i>	2
<i>Chapitre I. Les médias russes. Une brève histoire</i>	5
Les années 1990. Moments charnières	5
Les années 2000. Compromis	12
Les années 2010. Radicalisation	16
Conclusion	32
<i>Chapitre II. Censure et autocensure dans les recherches scientifiques</i>	34
L'autocensure : une réponse ou un résultat à la censure	36
La perception de l'autocensure par les journalistes	39
Conclusion	48
<i>Chapitre III. L'Autocensure à travers l'analyse des entretiens sociologiques individuels</i>	50
Piotr ou une stratégie au cœur des grands médias fédéraux	51
Dmitry ou une stratégie d'autonomie à l'écart	58
Conclusion	63
<i>Conclusion générale</i>	66
<i>Références Bibliographiques</i>	70
Données empiriques	72
Sources primaires	72

Introduction

Dans les années 2010, le journalisme russe s'est retrouvé dans une situation difficile. Le pouvoir avait de plus en plus besoin de journalistes loyaux et réagissait de manière de plus en plus négative aux opinions opposées. Non seulement la censure se durcissait, mais également la législation. Les journalistes, habitués à considérer les relations avec le pouvoir comme un compromis, ont dû faire face à des persécutions et se sont finalement retrouvés devant un choix : soit travailler pour un média pro-gouvernemental, soit rejoindre un média d'opposition avec tous les risques que cela implique en termes de libertés de parole ou sécurité individuelle. Pour certains journalistes, ce choix était évident, pour d'autres, douloureux. Quelle que soit la décision, c'était néanmoins un changement radical des règles du jeu. De quelles modifications s'agit-il ? Comment s'inscrivent-elles « la dépendance au chemin emprunté » (*path dependence*), théorisé par Paul Pierson¹ ? Comment ces héritages anciens du fonctionnement du dialogue entre le champ du pouvoir et le champ médiatique se métamorphosent dans les années 2010 ? Quels en sont les ressorts et les enjeux ? Ce travail tente de répondre à ces questions.

Dans le premier chapitre de ce mémoire sera présentée l'histoire des médias russes des années 1990 aux années 2010. Il convient en effet de revenir au contexte dans lequel les mécanismes de censure se sont développés. Pour comprendre ce contexte, il est important de prendre en compte non seulement les relations entre le journalisme russe et le pouvoir, mais également la tentative d'uniformiser et de fixer des normes éthiques journalistiques, et la recherche d'un équilibre entre la pression des autorités et les principes de la liberté d'expression.

Au cours des trois dernières décennies, une « verticale du pouvoir » a été construite en Russie, les lois sur les médias ont été modifiées et de nouvelles ont été adoptées, rendant le contrôle des médias de plus en plus facile. Corrélativement, les journalistes ont tenté à plusieurs reprises de s'unir pour élaborer des normes éthiques, adopter une position commune pour résister à la pression et organiser un syndicat. Ces initiatives ont rarement rencontré un soutien en dehors du champ et la plupart des médias sont restés isolés face au pouvoir, contraints de développer leurs propres mécanismes d'autocensure.

¹ PIERSON, Paul. « Increasing Returns, Path Dependence, and the Study of Politics », *American Political Science Review*. juin 2000, vol.94 n° 2. p. 251-267. En ligne : https://www.cambridge.org/core/product/identifiant/S0003055400221059/type/journal_article [consulté le 22 juin 2024].

Les questions abordées dans la deuxième partie de ce travail portent sur la discussion scientifique sur l'autocensure et à sa pertinence au regard du sujet traité et des données empiriques recueillies pour ce mémoire. L'autocensure est généralement définie dans les recherches par le concept de censure qui renvoie aux restrictions à la liberté d'expression imposées à un individu ou à un collectif par des forces externes. La nature du lien entre censure et autocensure reste toutefois un sujet de débat. L'une des façons d'analyser ce lien est de considérer l'autocensure non pas tant comme une réponse à la censure venue d'en haut, mais comme le résultat de l'application de règles personnelles, professionnelles ou rédactionnelles. Le respect de ces règles permet au journaliste de préserver son « capital ». Pour le propriétaire d'un média ou pour l'État, le même respect des « règles du jeu » peut être utilisé pour contrôler le journaliste.

Compte tenu du contexte historique qui s'est formé dans les années 2010, ainsi que des recherches considérant l'autocensure comme un moyen de préserver le « capital » journalistique, plusieurs questions peuvent être posées. L'autocensure n'était-elle qu'un moyen de survie pour les journalistes ? Leur disposition à faire des compromis pouvait-elle devenir un signal pour l'État russe que la résistance ne viendrait pas et que le contrôle pouvait devenir de plus en plus strict ?

Il est probablement impossible de répondre de manière catégorique à ces questions. Mais, même essayer de répondre à ces questions peut aider beaucoup à comprendre. Cependant, dans ce mémoire, nous examinerons ainsi des cas de manifestation d'autocensure et essayerons de comprendre ce qui influença les journalistes lorsqu'ils prenaient la décision de s'autocensurer, s'ils étaient réellement guidés par l'idée de préserver leur « capital » journalistique, et s'ils réussissent finalement à le conserver.

Pour cette étude, deux séries d'entretiens de « seconde main » ont été utilisées. La première, « Parler des médias », a été publiée dans le magazine *Afisha* en 2012. La seconde, sur Colta.ru en 2023. Dans les deux séries d'interviews, les journalistes abordent ce qui se passe sur le marché des médias, des erreurs commises et des relations avec le pouvoir et la communauté journalistique.

En outre, ce travail s'appuie sur deux entretiens inédits que j'ai réalisés en mars et avril 2024. Mes répondants, Piotr et Dmitry², ont commencé à travailler dans les médias au début des années 2000. Tous deux, désormais vivant en dehors de la Russie, ont eu des expériences de

² Les noms des répondants ont été rendus anonymes.

confrontation avec la censure d'État et de la part de la hiérarchie et l'autocensure. Ces entretiens révèlent des pratiques d'interaction au sein des médias — avec leurs collègues, leurs supérieurs — ainsi que de l'interaction des supérieurs avec les propriétaires des médias et les représentants du pouvoir.

Les entretiens semi-directifs ont été menées volontairement en s'appuyant sur une grille d'entretien chronologique, ce qui a permis de mettre en lumière l'évolution des relations des enquêtés avec la censure et l'autocensure dans le contexte des changements politiques survenus en Russie à la fin des années 2000 et dans les années 2010.

Chapitre I. Les médias russes. Une brève histoire

Depuis les travaux de Robert E. Park (1940), le rôle des médias, comme agent de l'orientation de la perception du public, a été souligné, même ce processus auquel l'individu participe activement ainsi que ses mécanismes restent largement débattus. C'est en tout cas sur ce constat que l'État peut construire ses instruments d'action publique afin de contrôler la façon dont les citoyens perçoivent la réalité. Cette idée a été progressivement adoptée par l'État russe à partir des années 1990. À mesure que la verticale du pouvoir se consoliderait, le contrôle sur les médias devenait de plus en plus strict. Parfois, ce contrôle rencontrait la résistance des journalistes. Pour autant, ils n'ont jamais réussi à s'unir pour résister à la pression du Kremlin de manière cohérente. En conséquence, chaque média s'est retrouvé seul face à la censure, qui prenait différentes formes à différentes époques, et a été contraint de développer ses propres mécanismes d'adaptation à cette situation.

Pour mieux comprendre le contexte historique dans lequel ces mécanismes se sont développés, ainsi que le niveau de pression réelle de l'État, nous examinerons brièvement trois décennies d'histoire des médias en Russie.

Les années 1990. Moments charnières

Les années 1990, tant en Russie en général que dans le milieu journalistique, constituent un moment ambigu en termes d'éthique professionnelle et de perspectives en termes de liberté de presse. D'une part, c'était une époque de grandes opportunités et de perspectives, d'autre part, de survie, parfois en utilisant des méthodes qui sont difficilement qualifiables de journalisme indépendant et professionnel.

De nombreux chercheurs estiment que c'est précisément avec les événements des années 1990 que les médias russes, passant d'un outil de *glasnost* et de *perestroïka*, sont devenus un outil de contrôle crucial pour le Kremlin, pour devenir enfin, au milieu des années 2010, un instrument de propagande gouvernementale³.

Charte de 1994

Pour comprendre cette évolution, il est nécessaire de revenir à la fin des années 1980, durant lesquels des personnes de champs professionnels très variés ont rejoint le journalisme. Cela

³ SCHIMPFÖSSL, Elisabeth et Ilya YABLOKOV. « Power Lost and Freedom Relinquished: Russian Journalists Assessing the First Post-Soviet Decade », *The Russian Review*. juillet 2017, vol.76 n° 3. p. 526-541. En ligne : <https://onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1111/russ.12142>.

était en grande partie dû au fait que l'école de journalisme soviétique avait été discréditée, l'opinion publique ne faisant plus confiance aux journalistes qui avaient travaillé pendant de nombreuses années dans les médias d'État soviétiques. Un nouveau journalisme était alors revendiqué. Il s'agissait de s'appuyer sur des personnes capables de polémiquer et d'analyser, afin de proposer de nouvelles perspectives et solutions. Biologistes, mathématiciens, chimistes, historiens, enseignants sont devenus les nouvelles voix de ce nouveau journalisme. Pour autant, ces règles n'ont pas fait émerger une éthique professionnelle. Selon les chercheurs en médias Elisabeth Schimpfössl et Ilya Yablokov, l'absence de professionnalisme formel pourrait être l'une des raisons de l'absence de composante éthique organisée dans le travail des journalistes⁴.

Une tentative de créer un code de déontologie journalistique a pourtant été entreprise en 1994, lorsque 26 journalistes ont décidé de se réunir pour élaborer une charte définissant les normes et standards éthiques.⁵ Comme le précise le journaliste Macha Slonim, « En gros, en 1994, il est devenu évident qu'il fallait formuler les principes de notre travail. D'un côté, c'était très bien, amusant et libre. Mais de l'autre côté, dans le journalisme, pas chez nous, on observait une certaine désorganisation et une irresponsabilité professionnelle.⁶ » Les rencontres entre journalistes n'ont pourtant pas réussi à se transformer en institution : une société ou un syndicat. « Nous n'avons pas réussi à remplir la fonction de conscience journalistique, bien que nous ayons essayé au début. Tout le monde était libre, indépendant et très occupé. Nous n'avons pas formé une union de journalistes.⁷ »

Elisabeth Schimpfössl et Ilya Yablokov estiment que l'apparition de ce groupe et les réunions privées qu'ils organisaient avec les « newsmakers » ne pouvaient de toute façon pas devenir une institution capable d'unir les journalistes russes : « The relations they had developed in the perestroika period and in the early post Soviet years made them important power brokers who could interact with other power actors almost on an equal footing ... Socializing with powerful people became an aim in itself.⁸ » Cette idée fait écho à l'opinion d'Arkady

⁴ SCHIMPFÖSSL, Elisabeth et Ilya YABLOKOV. « Power Lost and Freedom Relinquished: Russian Journalists Assessing the First Post-Soviet Decade », *The Russian Review*. juillet 2017, vol.76 n° 3. p. 526-541. En ligne : <https://onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1111/russ.12142>.

⁵ « Charte des journalistes de Moscou. Déclaration ». En ligne : <https://presscouncil.ru/teoriya-i-praktika/dokumenty/758-moskovskaya-khartiya-zhurnalistov>.

⁶ « Slonim : nous ne sommes pas devenus l'Union des journalistes », *RIA Novosti*. 21 janvier 2014. En ligne : <https://ria.ru/20140121/990191436.html>. Toutes les citations en russe, sauf indication contraire, ont été traduites par moi.

⁷ *Ibid.*

⁸ SCHIMPFÖSSL, Elisabeth et Ilya YABLOKOV. « Power Lost and Freedom Relinquished ». *Op. cit.*

Ostrovsky, auteur du livre *The Invention of Russia: The Journey from Gorbachev's Freedom to Putin's War*. Il estime que les médias n'ont pas cherché à éduquer et à impliquer le public russe dans la politique⁹. Selon lui, les journalistes étaient préoccupés par leurs objectifs professionnels et leur carrière, ce qui s'est traduit par le fait qu'une grande partie de la population est restée politiquement indifférente et peu instruite.

Néanmoins, la charte rédigée en 1994 par et pour les journalistes a circulé, même si peu de professionnels pouvaient se permettre de la suivre. Au début des années 1990, l'écrasante majorité des journalistes travaillaient dans des médias où l'intervention des entreprises ou des responsables politiques était monnaie courante. Les salaires étaient très bas et un phénomène appelé « *dzhinsa* » est apparu : des journalistes individuellement, parfois même des rédactions entières, acceptaient des paiements en échange de la publication d'informations¹⁰. L'Union des journalistes de Russie, créée en 1992 et héritière de l'Union des journalistes soviétiques, n'a pas réussi à devenir une association professionnelle indépendante de l'État, capable de fournir aux journalistes un soutien et une plateforme pour discuter de leurs problèmes ni dans les années 1990 ni plus tard. Comme le souligne Françoise Daucé, « Toujours active, elle compte environ 70 000 membres en 2018, mais propose surtout des activités culturelles et distractives »¹¹.

Les journalistes qui pouvaient se permettre et étaient prêts à respecter les standards fixés dans la Charte de 1994 ont, eux aussi, rapidement été confrontés à l'épreuve de leurs principes. En effet, rapidement, ils ont dû décider s'ils participaient à la propagande créée pour la campagne électorale présidentielle de 1996. Pour soutenir Boris Eltsine dans sa lutte pour le siège présidentiel, de nombreux journalistes ont consciemment sacrifié leur indépendance.

Élections de 1996

Cette situation s'explique par le fait que de nombreux journalistes sont venus aux médias depuis d'autres professions avec l'idée d'éclairer et de construire une nouvelle société après la dissolution de l'URSS. « They perceived themselves as participants in a fight against the

⁹ OSTROVSKY, Arkady. *The invention of Russia: the journey from Gorbachev's freedom to Putin's war*. London : Atlantic Books, 2015. 383 p.

¹⁰ Ce problème est resté dans le Journalisme russe, « *dzhinsa* » sera à une place beaucoup plus élevée. Si tous ceux qui l'écrivent, surpasser, dans de nombreuses éditions, il n'y aura personne. » (Interview d'Oleg Kashin, « Parler des médias. Oleg Kashin et Ksenia Sobchak », *Afisha Daily*. 30 juin 2012. En ligne : <https://daily.afisha.ru/archive/gorod/archive/media-sobchak-kashin/>.)

¹¹ DAUCÉ, Françoise. « Épreuves professionnelles et engagement collectif dans la presse en ligne à Moscou (2012-2019) » ;, *Le Mouvement Social*. 8 janvier 2020, n° 268 n° 3. p. 101-116. En ligne : <https://www.cairn.info/revue-le-mouvement-social1-2019-3-page-101.htm?ref=doi>.

communists. They saw their primary task as overcoming the old regime. Pondering the niceties of ethics was not on their minds.¹² », précise la journaliste et chercheuse en médias Floriana Fossato.

En 1996, la cote de popularité du président en exercice, Boris Eltsine, était extrêmement basse. Pendant la guerre en Tchétchénie, les problèmes économiques jouaient en faveur de son principal adversaire politique, Guennadi Ziouganov du Parti communiste de la fédération de Russie (KPRF). Pour éviter une défaite électorale d'Eltsine, son équipe électorale a alors décidé de mobiliser les médias et d'organiser une vaste campagne contre les communistes. Avec les oligarques et les conseillers politiques, les journalistes ont participé à la victoire de Boris Eltsine au second tour des élections en juin 1996. L'élément le plus marquant de cette propagande fut le journal *Ne dai Bog!* (*Dieu nous en préserve !*). Il était réalisé (officieusement) par des journalistes de *Kommersant*, une maison d'édition apparue à la fin de la *perestroïka* avec l'idée d'un nouveau journalisme honnête et ouvert. Neuf numéros ont été publiés, tirés à 10 millions d'exemplaires, en impression couleur de très bonne qualité. « Son budget s'élevait, selon le journaliste Arkady Ostrovsky, à environ 8 millions de dollars.¹³ » « Au nom du comité de rédaction, une lettre a été publiée dans le quatrième numéro, où la réponse à la question de savoir qui finançait le journal était la suivante : 'Le financement du journal est organisé par un groupe de citoyens russes fortunés, qui ne sont absolument pas indifférents à ce qui se passera dans ce pays après le 16 juin'. Ce n'est que dans le septième numéro que le créateur [de ce média] a été mentionné – 'Le Fonds régional de Moscou pour le soutien du premier président de la Fédération de Russie'.¹⁴ » Le journal racontait que Ziouganov conduirait le pays à la guerre civile, à des arrestations massives, des exécutions et à la famine (ce que tout le monde redoutait après la dissolution de l'URSS). Ziouganov était également souvent comparé à Hitler.

Ne dai Bog! est l'exemple le plus frappant, mais loin d'être unique, du travail de propagande des journalistes lors des élections. Par exemple, après l'infarctus dont Eltsine a été victime peu avant le second tour des élections, plusieurs de ses interviews ont été publiées. Le président, alors qu'il avait du mal à parler, y apparaissait en homme fort, en bonne santé et en pleine forme¹⁵.

¹² Interview de Floriana Fossato. SCHIMPFÖSSL, Elisabeth et Ilya YABLOKOV. « Power Lost and Freedom Relinquished ». *Op. cit.*

¹³ Ardady OSTROVSKY. *The invention of Russia*. *Op. cit.* Cité par l'article: NATALIA ROSTOVA. « Victoire de Pyrrhus ». 7 avril 2016. En ligne : <https://www.svoboda.org/a/27835484.html#39>.

¹⁴ NATALIA ROSTOVA. « Victoire de Pyrrhus ». *Op. cit.*

¹⁵ *Ibid.*

Nombre de journalistes ayant participé d'une manière ou d'une autre à la campagne électorale de Boris Eltsine affirmaient qu'ils souhaitent sauver le pays et qu'ils n'avaient pas d'autre choix¹⁶. Pourtant certains ont refusé d'utiliser leur influence dans la lutte contre Ziouganov. C'est le cas du rédacteur en chef de *Novaïa Gazeta*, Dmitry Mouratov, qui se rappelle : « We followed an iron principle : while everybody around us said that one had to support the smaller evil, we understood where this would lead to »¹⁷.

Avec le temps, certains journalistes ont réévalué leur rôle joué en 1996. « L'un des journalistes du journal était Valeri Paniouchkine, qui a réussi à écrire deux articles contre Ziouganov dans le journal de propagande *Ne dai Bog!*. Comme il l'expliquait des années plus tard dans un livre sur [l'homme d'affaires russe] Mikhaïl Khodorkovski, depuis lors, il se sent 'emprisonné à jamais'. 'Quoi que je fasse maintenant, mes paroles depuis lors ne sont pas du journalisme, mais de la propagande', disait-il.¹⁸ »

Certains, comme le journaliste Leonid Bershidsky, ont déclaré ouvertement : « the state propaganda machine in *Russia Today* » as « a direct consequence of the 1996 debacle¹⁹ ». Cette prise de conscience est cependant venue beaucoup plus tard, dans les années 2010, quand il est devenu possible de voir et d'objectiver le chemin parcouru par le journalisme russe.

En effet, le résultat immédiat de cette séquence de 1996 a été la politisation du champ médiatique russe. Ceux qui ont soutenu Eltsine ont reçu du soutien et des remerciements, non seulement verbales. À titre d'exemple, la chaîne de télévision NTV a obtenu la fréquence de la quatrième chaîne de télévision pour sa diffusion sans appel d'offres²⁰. Pour beaucoup, une période prospère a commencé : une relative indépendance dans leur travail quotidien, tant d'un point de vue salarial qu'en termes de liberté créative. Cependant, l'équilibre des forces entre le champ des médias et le champ politique a changé. Les responsables politiques ont dès lors considéré les journalistes comme ressource importante pouvant être utilisée à des fins de campagnes. Le journalisme politique, dont la frontière avec des structures de pouvoir était déjà poreuse, a désormais complètement fusionné avec elles.

¹⁶ De l'interview de Sergei Parkhomenko, Olga Romanova, Irena Lesnevskaya. *Ibid.*

¹⁷ *Ibid.*

¹⁸ *Ibid.*

¹⁹ SCHIMPFÖSSL, Elisabeth et Ilya YABLOKOV. « Power Lost and Freedom Relinquished ». *Op. cit.*

²⁰ NATALIA ROSTOVA. « Victoire de Pyrrhus ». *Op. cit.*

Ce rôle assumé par les médias après 1996 est devenu évident dès le début des années 2000, comme en témoigne le propos de l'expert en communication politique du Kremlin, Gleb Pavlovsky, a dit à ce sujet : « Once the power structures had understood the audience's apathy and readiness to accept propaganda, they started to systematically exploit media tools for their own interest »²¹.

Guerres de l'information

Les intérêts du pouvoir ne concernaient pas seulement les élections et le champ politique à proprement parler. À la fin des années 1990, les médias sont devenus un outil important dans les mains des oligarques. Au-delà du « simple » marketing, ils faisaient du « *black PR* », présentant les médias concurrents et propriétaires de ces médias sous un mauvais jour. Elisabeth Schimpfössl et Ilya Yablokov écrivent dans leur article que « Oligarchic control over the media and the subordination of journalists to their owners turned them into employees whose success directly depended on whether they pleased their superiors and eventually their owners »²². Même si nous pouvons supposer que cette affirmation est quelque peu exagérée — tout le travail des médias ne se concentrait pas sur les guerres de l'information — il est indéniable que la ligne éditoriale d'une publication ou d'une chaîne de télévision tenait compte des souhaits du propriétaire d'un média donné.

Konstantin Ernst, un des acteurs de cette période, le producteur de télévision et directeur de la Première chaîne, se rappelle ainsi de cette période : « Comment les gens regardaient-ils la télévision ? Sur la Première chaîne, Dorenko — ils comprenaient ce que disait Berezovsky. Sur NTV, Kiselev — ils comprenaient ce que disait Gusinsky. Sur RTR, ils écoutaient ce que disait Svanidze — c'était la voix faible du pouvoir central. Ensuite, ils construisaient dans leur tête une sorte de théorie conspirationniste »²³.

Les journalistes eux-mêmes étaient conscients qu'ils devenaient des instruments de propagande, sans que cela rencontre de l'(auto)critique. Il est possible de formuler l'hypothèse que cet état est dû au fait que le mot « « propagande » était alors associé clairement à l'expérience soviétique, et que cette situation nouvelle d'usage des médias était manifestement différente. Sans doute, les journalistes ne réalisaient pas, ou pas complètement, qu'il existait des liens forts entre l'État et les propriétaires des médias. Enfin,

²¹ SCHIMPFÖSSL, Elisabeth et Ilya YABLOKOV. « Power Lost and Freedom Relinquished ». *Op. cit.*

²² *Ibid.*

²³ Interview de Constantin Ernst. GORBACHEV, Aleksandre et Ilya KRASILSHCHIK. *Histoire des médias russes 1989-2011: version Afisha*. Moskva : Afisha, 2011.

il est possible que le rapport de dépendance au propriétaire semble « naturelle » aux journalistes dans un pays à économie de marché. « [The Russian way of reporting] is not any different to what any reporter from the *Frankfurter Allgemeine* or the *Kurier* experiences... If I put my money into a channel or a newspaper, why should I be forced to like everybody? This is why there is such a thing as editorial policy »²⁴.

D'autres éléments inscrivait le fonctionnement des médias dans l'économie de marché comme leur dépendance aux contrats publicitaires et à la situation économique du pays. Ainsi, après la crise de 1998, de nombreux nouveaux médias ont fermé (comme *Stolitsa* ou *Nouveau Télégraphe*). D'autres ont vu le jour avec l'arrivée d'Internet (encore peu accessible à l'époque), tels Polit.ru, Lenta.ru et Gazeta.ru. En 1999 est créé *Vedomosti*, financé non par des oligarques, mais par des capitaux étrangers, notamment *The Wall Street Journal* et *Financial Times*.

En se souvenant des années 1990, Sergueï Parkhomenko, rédacteur en chef du magazine *Itogi*, a déclaré que « Beaucoup dépendait de la publication spécifique, du leader de cette publication. [...] Tout cela était déterminé par des personnes, leurs relations, leur attitude envers la profession, leur compréhension de leur devoir. Gusinsky²⁵ était une personne compréhensive. Il était possible et nécessaire de lui expliquer son point de vue, de discuter avec lui, de se quereller si nécessaire, parfois de ruser et d'intriguer »²⁶.

La période des guerres de l'information s'est terminée en 2001 avec la fermeture de la chaîne NTV, qui avait prospéré après les élections de 1996. « The attack on NTV revealed the fragility and fragmentation of the journalistic community. Fellow journalists did not experience any sense of solidarity, but mainly schadenfreude »²⁷, rappellent Schimpfössl et Yablokov. Les protestations des citoyens en défense de la chaîne se sont terminées par un échec, sans doute également en raison de l'absence de soutien significatif de la part des journalistes d'autres médias. Les journalistes de NTV ont ensuite tenté de transférer leurs programmes sur d'autres chaînes, sans succès : « L'équipe de NTV n'a pas été autorisée une deuxième fois à créer une chaîne, puis, à une troisième fois, elle a été pourchassée sur le marché jusqu'à ce qu'elle se rende compte qu'elle avait une véritable interdiction de

²⁴ De l'interview de Maxime Shevchenko. SCHIMPFÖSSL, Elisabeth et Ilya YABLOKOV. « Power Lost and Freedom Relinquished ». *Op. cit.*

²⁵ Vladimir Gusinsky, propriétaire de la Holding « Media Most », qui comprenait NTV et « Itogi ».

²⁶ GORBACHEV, Alexandre et Ilya KRASILSHCHIK. *Histoire des médias russes 1989-2011*. *Op. cit.*

²⁷ SCHIMPFÖSSL, Elisabeth et Ilya YABLOKOV. « Power Lost and Freedom Relinquished ». *Op. cit.*

profession »²⁸. « L'interdiction de profession » (l'incapacité à trouver un emploi dans le journalisme) est la conséquence que subissent ceux qui entrent en conflit avec le pouvoir. Ainsi, la chaîne NTV est passée sous le contrôle du principal gazier à la position monopolistique en Russie et sous le contrôle de personnes chargées de mener une politique éditoriale loyale.

Cette stratégie de contrôle s'est avérée fructueuse déjà deux ans auparavant. En effet, en 1999, les médias ont participé au succès de Vladimir Poutine, alors inconnu. De fait, « Poutine a été créé par la télévision, la télévision d'État. Sans cette promotion frénétique, menée par deux chaînes d'État à l'été et à l'automne 1999, Poutine n'existerait pas »²⁹, souligne le journaliste Evgeny Kiselev, ancien directeur de NTV.

Les chaînes de télévision ont agi selon le schéma déjà testé en 1996. L'idée principale était maintenant d'empêcher la victoire du bloc de Iouri Loujkov et Evgueni Primakov « Patrie – toute la Russie » aux élections de la Douma. Comme l'a dit Boris Berezovsky en 2011 dans une interview : « La série de programmes de Dorenko contre Loujkov, je l'admets, était du matériel commandé, visant à la destruction politique des opposants. Mais la victoire en 1999 sur Loujkov et Primakov était tout aussi importante qu'en 1996 sur les communistes. Nous avons commis une seule erreur – nous avons misé sur Poutine »³⁰.

Les années 2000. Compromis

La période des guerres de l'information a donné aux journalistes l'expérience de la création de contenus commandés sur ordre des propriétaires des médias. Le savoir-faire journalistique s'est corrélativement affiné : « To keep the right balance between political obedience and creative media products, journalists learned how to live their originality and individuality within the overall political limits. Initially, they acquired this skill ("creative" conformity) whilst still working for oligarchs-led media outlets. There might have been a coercive element at first pushing the phenomenon, but over the years in the 2000s, it, instead, became the dominating idea of what it means to be professional³¹. » Elisabeth Schimpfössl et Ilya Yablokov appellent cette compétence journalistique de maintien de l'équilibre « *adekvatnost* » (« adéquation »), terme sur lequel nous reviendrons dans la deuxième partie de ce mémoire.

²⁸ GORBACHEV, Alexandre et Ilya KRASILSHCHIK. *Histoire des médias russes 1989-2011*. Op. cit.

²⁹ Interview d'Evgeny Kiselev. *Ibid.*

³⁰ *Ibid.*

³¹ *Ibid.*

Au début des années 2000, les médias s'étaient habitués donc à ce que la politique éditoriale dépende dans une certaine mesure des intérêts des propriétaires. Cependant, avec l'évolution des relations entre le nouveau président Vladimir Poutine, élu pour la première fois à ce poste en 2000, et les oligarques, le système de relations avec les médias a également changé. Les rédactions des journaux et des magazines étaient toujours sous le contrôle des propriétaires, mais ces derniers pouvaient désormais recevoir des instructions directement de l'administration présidentielle. Le contrôle des médias les plus importants en termes d'audience était transféré à des propriétaires associés à l'État ou à ceux dont la loyauté ne faisait aucun doute. Ainsi, l'administration présidentielle contrôlait objectivement le champ médiatique.

Le journaliste Alexeï Venediktov se souvient ainsi du rachat de la radio *Écho de Moscou* à la société Gazprom : « Il se trouve que mon véritable actionnaire est devenu Vladimir Poutine, et non Gazprom. On m'a dit : "Ton actionnaire est au Kremlin. Vous nous donnez des bénéfices, mais toutes les questions de politique organisationnelle ne nous concernent pas"»³². Pour autant, la réalité s'avère parfois plus contradictoire, comme en atteste Venediktov en affirmant avoir pu éviter la pression directe : « Et pourtant, est-ce que parfois quelqu'un vous appelle et dit : "C'est trop acerbe" ? — Non. On me parle autrement. Et pas les actionnaires. Lorsque [la prise d'otages par des séparatistes tchéchènes d'environ un millier d'enfants et d'adultes dans une école de] Beslan [en Ossétie du Nord] s'est produit [en 2004], Surkov³³ m'a appelé pour demander de ne pas mentionner la nationalité des terroristes. Et, je pense qu'il avait raison. Et si ce n'était pas un asile de fous ici, j'aurais probablement pensé à cela moi-même. Parce que c'est une histoire osséto-russe. Et après cela, des pogroms commenceraient. Parfois on me dit [au Kremlin] : "Pourquoi as-tu cette personne à l'antenne ?" Je réponds : "Pour l'audience et la publicité". Et je cligne des yeux comme une petite fille Malvina. Et ils se taisent. Que peut-on répondre à cela ? »³⁴

Il semble qu'il était également possible de défendre des points de vue contradictoires à la ligne éditoriale sur la « Première chaîne », comme en témoigne Sergueï Dorenko à propos de l'interaction entre l'administration présidentielle et le directeur général de la « Première chaîne », Konstantin Ernst : « Kostia, à certains moments clés, se révolte contre le sentiment de mensonge et agit de manière tout à fait correcte, bravo. Et certaines choses, il les cède »³⁵.

³² *Ibid.*

³³ Vladislav Sourkov en 2004 était un assistant du président de la Fédération de Russie.

³⁴ *Ibid.*

³⁵ GORBACHEV, Alexandre et Ilya KRASILSHCHIK. *Histoire des médias russes 1989-2011. Op. cit.*

Ceux qui ne savaient pas encore jouer à ce jeu ou qui décidaient de ne pas y jouer risquent toutefois de perdre leur emploi. En 2004, Leonid Parfenov s'est vu interdire de diffuser sur la chaîne NTV un reportage sur la veuve de Zelimkhan Iandarbiev, qui avait exercé les fonctions de président de la République autoproclamée d'Ichkérie en 1996-1997 et avait été tué par les services secrets russes au Qatar en 2004. Parfenov a exigé du Kremlin un ordre écrit et, l'ayant reçu, l'a publié dans le *Kommersant*, un quotidien russe. L'effet fut immédiat : l'émission de Parfenov *Namédni* a été fermée et Parfenov, lui-même, a été licencié. « Toute déclaration critique, sceptique ou ironique sur le pouvoir était devenue totalement intolérable en 2004 »³⁶, affirma-t-il après.

La vie personnelle et la famille du président sont également devenues un sujet tabou principal. En 2008, le journal *Moskovsky Korrespondent* (*Correspondant moscovite*) a été fermé suite à la publication d'un article sur le prétendu mariage de Vladimir Poutine et d'Alina Kabaeva. Poutine a réagi à la situation de manière brutale, condamnant ceux qui se mêlent de la vie personnelle d'autrui « avec un nez grippé »³⁷.

La forme d'interaction entre les médias et leurs actionnaires dans les années 2000 pourrait être différente. Voici ce que se souvient du travail chez *Vedomosti* le journaliste Maxime Trudolyubov, selon lui, aucune pression de la part du propriétaire du journal (y compris de *Financial Times*), les journalistes n'ont pas connu : « Quand nous avons commencé *Vedomosti*, je suis allé à Londres, j'ai fait un stage au *Financial Times* et j'ai parlé plusieurs fois avec l'un des grands patrons de la société Pearson, qui possédait alors le *FT*. Il savait que je gérais la rubrique des opinions pour *Vedomosti*, et un jour il a très prudemment demandé : "Écoutez, mais monsieur Poutine, il n'est pas notre ennemi, n'est-ce pas ? Vous ne l'attaquez pas trop là-bas, en quelque sorte... vous ne l'agressez pas". J'ai dit : "Nous essayons avec pondération, nous apprenons aussi de vous, ne vous inquiétez pas". Et c'était la seule conversation sur le contenu des articles éditoriaux et des colonnes entre moi, représentant de la rédaction, et la personne qui représentait le propriétaire. Plus jamais rien de tel ne s'est produit. Nous faisons tout nous-mêmes. Et c'était le journalisme le plus libre que l'on puisse imaginer. Mais nous l'avons compris après coup³⁸. » Autrement dit, la seule mention de

³⁶ Interview de Leonid Parfenov. *Ibid.*

³⁷ « Le "Moskovsky Korrespondent" a reporté la deuxième venue ». 31 octobre 2008. En ligne : <https://www.kommersant.ru/doc/1050028>.

³⁸ LOUTHCHENKO, Ksenia. « Maxime Trudolyubov: «la Polarisation ne fera que s'approfondir» ». 17 novembre 2023. En ligne : <https://www.colta.ru/articles/revision/29738-maksim-trudolyubov-polyarizatsiya-budet-tolko-uglublyatsya>.

Poutine, qui s'est permis l'un des propriétaires du journal, selon Trudyoubov, est une demande de le traiter objectivement.

Dans les petits médias, la situation s'avérait différente. Certains sont simplement devenus les porte-voix de leurs propriétaires. Parfois, c'est l'État lui-même qui achetait des médias : « Avant les élections du maire de Vologda en 2008, le journal pour lequel je travaillais a été acheté par l'administration municipale. Après les élections, chaque numéro du journal était examiné par le vice-maire avant d'être envoyé à l'imprimerie »³⁹.

Simultanément à la mise en place de la verticalité de contrôle des médias, une autre tendance a émergé dans les années 2000 : un grand nombre d'émissions de divertissement, de *talk-shows*, de chaînes de télévision ont vu le jour. Ce type de format éditorial et ces nouvelles chaînes consacraient alors un temps d'antenne minimal aux questions politiques et aux problèmes socio-politiques. Après le licenciement du journaliste et présentateur de télé Parfenov, NTV a nettement épousé une ligne plus sensationnaliste. En effet, la chaîne lance « Programma maximum » avec le slogan « Scandales, intrigues, enquêtes ». Avec les reportages d'investigation d'Arkady Mamontov sur *Rossiya*, « Programma maximum » est devenu le symbole de la télévision de la seconde moitié des années 2000.

Cela correspond au moment où le niveau de vie a augmenté et le PIB du pays a progressé. Après les années 1990 de disette et d'anxiété, les habitants de la Russie se détournent de la politique et des problèmes économiques pour se tourner vers des contenus de divertissement. Le rédacteur en chef d'*Esquire*, Philipp Bakhtin, résume ainsi cette période : « La politique, comme tout sur terre actuellement, occupe une partie insignifiante de la conscience de la société par rapport à la consommation, et les magazines sont conçus pour servir la société de consommation »⁴⁰. Il est intéressant de noter que certains des magazines apparus à la fin des années 2000, formellement des magazines, culturels ou de divertissement, publieront des articles sociopolitiques au tournant des années 2010. Ils jouent un rôle non négligeable dans la médiatisation des manifestations de 2011-2012 qui ont pour l'objet la contestation des élections législatives et de la fraude électorale. Leurs lecteurs seront donc parmi ceux qui sont descendus dans les rues des villes après l'annonce des résultats des élections à la Douma d'État et à la présidence.

³⁹ Interview d'Evgenia Sibirtseva. RUDINA, Asya. « Profession interdite. Journalistes sur eux-mêmes et la censure ». 8 septembre 2021. En ligne :

<https://www.svoboda.org/a/zapreschyonnaya-professiya-zhurnalisty-o-sebe-i-tsenzure/31399661.html>.

⁴⁰ GORBACHEV, Alexandre et Ilya KRASILSHCHIK. *Histoire des médias russes 1989-2011*. Afisha. Moskva : 2011. En ligne : <https://daily.afisha.ru/archive/gorod/archive/mediahistory>.

En 2011, un recueil d'entretiens *Histoire des médias russes 1989-2011* est publié sous la direction d'Ilya Krasilshchik et d'Alexandre Gorbachev. Les journalistes et rédacteurs les plus célèbres y racontent ce qu'ils faisaient dans les années 1990 et 2010. Des extraits de certains entretiens ont déjà été utilisés dans ce travail. Le livre se termine par une citation de Sergei Parkhomenko, qui décrit l'état du journalisme russe en 2011 : « Le journalisme russe est dans un état difficile. Tout d'abord, parce qu'il a radicalement perdu dans sa partie sérieuse — en ce qui concerne le journalisme politique et économique — dans l'établissement de relations avec sa "clientèle", avec ses sources d'information. Les journalistes ont perdu le droit de mener un dialogue équitable avec cet environnement, avec les personnes sur lesquelles ils écrivent : les politiciens, les hommes d'affaires. La communauté journalistique russe est imprégnée d'instincts de soumission, de subordination et surtout de simple lâcheté. Très souvent, ces personnes n'ont pas besoin qu'on leur ordonne quoi que ce soit, qu'on leur interdise quoi que ce soit. Ils "agiront avec bon sens" eux-mêmes. On a envie de leur demander : "Pourquoi faites-vous cela ? Est-ce que quelqu'un vous frappe ? Vous force-t-on ?" Nous avons tous déjà été dans une situation où les gens ont reçu la liberté d'expression gratuitement, puis l'ont facilement abandonnée. Le temps a passé, et il est apparu que certaines choses ne fonctionnent tout simplement pas sans ces valeurs et outils étranges et apparemment peu nécessaires »⁴¹. Sergei Parkhomenko était l'une de ces personnes qui ont signé la Charte des journalistes en 1994. Le magazine socio-politique « Itogi », qu'il dirigeait, a été fermé en 2001 à la suite du conflit entre le propriétaire de l'empire médiatique « MediaMost » Vladimir Gusinsky et le Kremlin. Sergei Parkhomenko avait une biographie riche, il avait de quoi comparer l'état du journalisme en 2011, lorsque sa carrière de journaliste était pratiquement terminée.

Les années 2010. Radicalisation

Avant 2000, la Fédération de Russie disposait de l'une des lois les plus libérales sur les médias. Elle reposait sur la liberté d'expression, l'inviolabilité de la vie privée, l'interdiction de la « propagande inhumaine » et la censure. Mais depuis le début des années 2000, la loi sur les médias a été modifiée en 2006. Ces changements signifiaient toujours un durcissement de la politique d'État, une augmentation du contrôle et des restrictions des médias.

D'une part, des amendements sont apparus, réglementant plus strictement la propriété des médias (par exemple, le droit des personnes physiques et morales étrangères de posséder des

⁴¹ *Ibid.*

médias). D'autre part, des lois non directement liées aux médias, telles que les lois sur l'extrémisme, la lutte contre la propagande de drogue, la protection des enfants contre les informations indésirables comportent également des éléments liberticides en termes de liberté de presse. Il ne s'agissait pas d'une censure directe. Néanmoins, toutes ces nouvelles mesures législatives impliquées devraient désormais être prises en compte et respectées, faute de quoi les médias risquent de perdre leur licence.

Dans le domaine du contrôle d'Internet et des médias électroniques, l'État n'a pratiquement rien changé par rapport à la période d'avant 2011, lorsque les premières normes législatives avaient été adoptées, exigeant l'enregistrement des médias en ligne. Comme le rappelle la politiste Ekaterina Shulman, « En 2014, qui a été en grande partie un tournant dans les relations entre les médias, l'État et la société, nous avons adopté, en général, un cadre législatif prêt, qui a permis, premièrement, au Roskomnadzor, l'agence fédérale de contrôle des médias, d'agir pratiquement comme un service de renseignement dans le domaine des médias, et qui a permis à divers combattants de l'extrémisme d'intervenir dans les médias et sur Internet »⁴².

L'État a tenté toutefois de contrôler les médias non seulement par des lois. Dans les années 2010, les médias russes et certains journalistes ont de plus en plus été confrontés à la censure, qui, à son tour, est devenue plus directe et étendue. « Les années 2010 pour le journalisme étaient l'époque de la 'chaîne foutue'⁴³, lorsque les médias étaient fermés, nettoyés ou achetés, réduisant ainsi la possibilité de gagner sa vie en pratiquant ce journalisme qui est le 'quatrième pouvoir' : le contrôle, l'enquête, la critique⁴⁴. »

Au cours de cette décennie, le paysage médiatique a donc beaucoup changé. Certains médias importants ont cessé d'exister, la politique éditoriale de nombreux autres a radicalement changé, et le contrôle du Kremlin s'est intensifié. Certains journalistes ont quitté la profession, estimant qu'ils ne pouvaient pas continuer à travailler dans de telles conditions. D'autres ont cherché des endroits où il était encore possible de parler relativement librement, tel Pavel Borisov : « En 2008, si tu voulais faire un reportage honnête sur ce qui se passait à l'instant, tu allais dans un média privé avec une éthique et des standards. En 2011, tu allais dans un média privé avec une éthique et des standards, dont le propriétaire n'avait pas encore

⁴² SHULMAN, Ekaterina. « Apprivoiser les médias. Conférence pour l'Université ouverte ». En ligne : <https://openuni.io/course/6-course-5/lesson/14/>.

⁴³ En russe : « *grebannaya tsep'* ».

⁴⁴ Interview d'Alexandre Kolisnichenko. RUDINA, Asya. « Profession interdite. Journalistes sur eux-mêmes et la censure ». *Op. cit.*

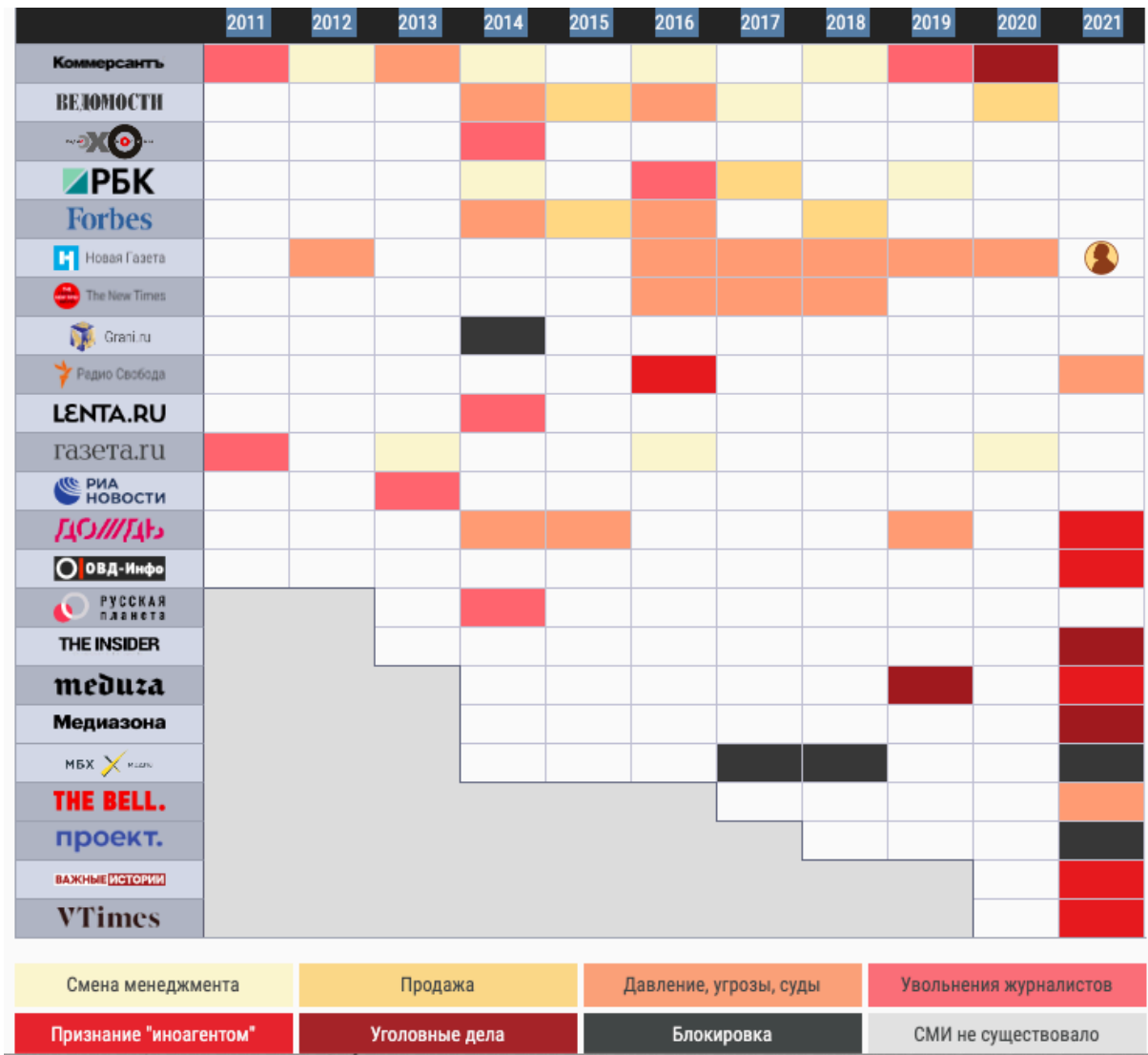
été contraint de suivre les ordres, rares mais bien réels, de l'administration présidentielle. En 2014, tu allais dans un média enregistré à l'étranger, pour que le propriétaire soit plus difficile à plier ou à contraindre. En 2018, tu allais dans un média étranger comme la BBC ou Radio Liberty, parce que son propriétaire ne pouvait pas être contraint »⁴⁵.

En effet, le Kremlin cherchait à prendre le contrôle des médias qui ne lui obéissait pas ou pas suffisamment auparavant. Pour les médias appartenant depuis dix ans à de grandes entreprises russes, cela s'est traduit par une série de changements de direction et de reventes sans fin, à la recherche de propriétaires et de gestionnaires plus loyaux. Pour ceux avec une part de capital étranger, une loi interdisant cette participation a été adoptée, ce qui a également conduit à un changement de propriétaire. Les médias qui refusaient de coopérer avec le gouvernement faisaient face à des blocages, des fermetures et des avertissements. Puis, début 2021, ils se sont vus attribuer le statut d'agent étranger. Les journalistes quittent les grands médias et créent de petits médias indépendants des entreprises contrôlées par le Kremlin, souvent non soumis à la législation russe en raison de leur enregistrement à l'étranger et donc non gérables par les méthodes habituelles du Kremlin. La plupart d'entre eux ont été déclarés « agents étrangers » en 2021, reconnus comme « organisations indésirables », et des affaires pénales ont été ouvertes contre leurs dirigeants et éditeurs.

L'édition « *Nastoyashee vremya* » (Temps présent) a compilé un tableau incluant les médias fédéraux (voir ci-dessous)⁴⁶.

⁴⁵ Interview de Pavel Borisov. *Ibid.*

⁴⁶ SURNACHEVA, Elisaveta, Konstantin BENUMOV, Lubov MOISEENKO, et al. « Enchaîné par une chaîne foutue ». 22 décembre 2021. En ligne : <https://www.currenttime.tv/a/russia-media-crackdown/31621206.html>.



Sur la ligne du temps des années 2010, deux moments clés se détachent, ayant marqué un tournant pour le journalisme russe. Le premier concerne les protestations de 2011-2012 et le débat sur la possibilité pour les journalistes d'y participer non seulement en tant que représentants des médias, mais également en tant que citoyens avec leur propre position politique. Le second est l'annexion de la Crimée (2014), après laquelle les autorités russes ont cessé de prétendre qu'il existait en Russie un journalisme libre et indépendant. Ces deux moments particuliers seront présentés et analysés ci-dessous.

Protestations 2011-2012

En 2011, comme nous l'avons vu, le journalisme russe était en crise, principalement parce que les journalistes ressentaient de plus en plus leur manque de liberté. Ce sentiment d'oppression et de besoin de changement a également gagné une grande partie de la société russe. Le mandat présidentiel de Dmitry Medvedev (2008-2012) touche à sa fin et il devient évident

que Vladimir Poutine va bientôt revenir au pouvoir. La partie la plus progressiste de la population estimait qu'il avait déjà rempli son rôle de garant de la sécurité et de la stabilité durant ses deux premiers mandats de 2000 à 2008, et qu'il était temps pour la Russie de suivre une nouvelle voie. Les protestations ont donc éclaté : d'abord contre la falsification des votes aux élections de la Douma d'État à la fin de 2011, puis contre la réélection de Vladimir Poutine au printemps 2012. Des journalistes ont également participé à ces manifestations, beaucoup d'entre eux en tant que simples citoyens. Comme en témoigne le journaliste Maxime Kovalsky, « Les journalistes qui participent aux manifestations pour exprimer leur position citoyenne ont cessé d'être impartiaux. Car les gens ne peuvent pas simplement jeter leur expérience. S'il était hier sur la place, s'il a été arrêté ou a reçu des coups de matraque, il y pense encore aujourd'hui »⁴⁷.

Parallèlement, la pression du Kremlin sur les médias s'est intensifiée, car il devenait évident que le retour de Poutine pourrait ne pas être aussi triomphal que prévu. Toujours d'après Maxime Kovalsky, « Après que Medvedev s'est désisté en septembre, le mécontentement public est devenu évident, mais quand les gens sont descendus dans la rue, les autorités n'étaient pas préparées et ont commencé à réagir plus nerveusement à ce que les journalistes écrivaient. Ils ont commencé à s'intéresser à ce qui était auparavant en dessous de leur seuil d'intérêt »⁴⁸. Le licenciement de Maxime Kovalsky a été l'un des premiers⁴⁹ d'une série de licenciements de journalistes et de fermetures de médias exprimant des opinions anti-Kremlin.

Le conflit entre la position citoyenne des journalistes et ce qui se passait sur leur lieu de travail a suscité de nombreux débats professionnels sur ce qu'il fallait faire et sur l'avenir possible du journalisme russe. Certaines discussions ont été ouvertes : le magazine *Afisha (Affiche)*, dont l'activité principale était la publication d'annonces d'événements culturels et la couverture de la vie urbaine de Moscou, a publié une série d'articles dans lesquels des journalistes et des gestionnaires de médias russes discutaient de la situation actuelle. Ils abordent également le problème de la censure et de l'autocensure.

⁴⁷ Parler des médias. Maxime Kovalsky et Mykhail Zygar », *Afisha Daily*. 3 août 2012. En ligne : <https://daily.afisha.ru/archive/gorod/archive/media-kovalski-zygar/>.

⁴⁸ *Ibid.*

⁴⁹ Le premier départ fut celui du rédacteur en chef adjoint de *Gazeta.ru*, Roman Badanin, qui refusa de retirer du site, à la demande des actionnaires, le projet « La carte des violations », réalisé conjointement avec l'organisation *Golos*, où étaient affichés les rapports sur les violations électorales.

Le licenciement de Maxime Kovalsky a également été abordé dans ces interviews : d'une part, par Kovalsky lui-même dans une interview avec Mikhaïl Zygar, le rédacteur en chef de la chaîne de télévision *Dozhd* (La Pluie)⁵⁰ ; d'autre part, par Demian Koudriavtsev, ancien directeur général de *Kommersant*, qui a effectivement licencié Kovalsky. J'aimerais m'arrêter sur cet épisode, car il illustre bien la situation des médias qui se considéraient relativement libres à la mi-2012.

Maxime Kovalsky a été licencié en décembre 2011 après que l'hebdomadaire socio-politique *Kommersant-Vlast* (*Kommersant-pouvoir*), dont il était le rédacteur en chef, a publié une photographie d'un bulletin de vote avec un message vulgaire adressé à Vladimir Poutine, en guise d'illustration pour un article sur les élections à la Douma. Il s'en souvient en 2012 en ces termes : « Dans mon cas chez *Kommersant*, tout était évident : le propriétaire avait la "krysha" [des protections], et des mots ont été prononcés contre elle, ce qui constituait une menace directe. Il devait donc montrer qu'il avait résolu le problème. [...] Quand j'ai publié le bulletin, je savais que je serais licencié pour cela. À ce moment-là, Azer (Mursaliev, rédacteur en chef de 'Kommersant'. — N.d.l.r.) m'a appelé et m'a dit de l'enlever. Eh bien, je l'ai dirigé... vers Poutine. J'aurais été heureux de ne pas publier cette photo, si j'avais pu me l'expliquer d'une manière ou d'une autre. Quels fondements, à part la peur pure et simple ? 'Non, mais on ne peut pas faire ça' — je n'utilise pas de telles explications dans ma vie »⁵¹.

Maxime Kovalsky voyait dans ce qui s'était passé une question de censure : il voulait publier la photo, on lui a interdit, il l'a quand même publiée et a été licencié. « Il est important de comprendre quelles sont les motivations derrière les décisions, quelles considérations guident le journaliste qui prépare un article, ou le rédacteur qui décide de le publier ou non. S'il pense au lecteur, quelles que soient ces considérations, ce n'est pas de la censure. Mais s'il pense à la direction, c'est de l'autocensure »⁵², déclara-t-il.

Le directeur général de *Kommersant*, Demian Koudriavtsev, voit la situation différemment. Il pensait que le problème résidait dans le fait que la position politique du journaliste influencer son travail et ses décisions : « Il y a un grand clan de journalistes qui dit : les gars, vous ne nous laissez pas faire ce que nous pensons être juste, donc tôt ou tard nous devenons fous et envoyons tout le monde loin. Voilà ce que disent les gens, voilà comment ils vivent et se

⁵⁰ Ici et au-delà, les postes sont répertoriés au moment de la publication de l'article.

⁵¹ « Parler des médias. Maxime Kovalsky et Mykhail Zygar », *Afisha Daily*. 3 août 2012 . En ligne : <https://daily.afisha.ru/archive/gorod/archive/media-kovalski-zygar/> [consulté le].

⁵² *Ibid.*

sentent depuis la dernière décennie. Ceux qui s'occupent des nouvelles »⁵³. Pour Demian Koudriavtsev, il s'agissait alors d'une question d'éthique journalistique.

Cela nous ramène à la problématique des années 1990 : malgré la création de la Charte des journalistes et de l'Union des journalistes de Russie, les standards de la profession n'ont pas été formulés, acceptés et appropriés au sein de la communauté journalistique. En conséquence, journalistes, rédacteurs et managers de médias jouent selon des règles différentes et peuvent avoir des perceptions divergentes d'« *adekvatnost* », pour utiliser le terme d'Elisabeth Schimpfössl et Ilya Yablokov déjà cité.

Demian Koudriavtsev, à qui le propriétaire de *Kommersant* transmet l'ordre de licencier Kovalsky, réagit ainsi : « Nous avons vu le magasin, et à ce moment-là, l'actionnaire a dit qu'il ne pouvait plus supporter Kovalsky, ce qui est son droit. [...] Le problème est très simple. On frappe un petit, mais pour une raison valable. En théorie, il faut protéger le petit. Mais le petit a totalement tort et commet des absurdités. [...] Mon problème était que, n'étant absolument pas d'accord avec lui et étant d'accord avec l'actionnaire sur le fait qu'il devait être licencié, je me suis retrouvé dans une situation où nous avons dû abandonner l'un des nôtres, qui avait tort. Cette situation était psychologiquement inconfortable pour moi »⁵⁴. Koudriavtsev a donc licencié un confrère qu'il considère en effet comme « un des siens » pour un acte qu'il juge néanmoins « stupide » et une manière d'agir « inadéquate » à l'éthique professionnelle.

Il est intéressant de noter que cet épisode n'a jamais été pardonné à Koudriavtsev ni par les journalistes, qui ont considéré ce licenciement comme une trahison (bien que Kovalsky lui-même ait dit ne pas lui en vouloir), ni par l'« actionnaire » (Alisher Ousmanov). Koudriavtsev a, lui-même, été licencié en juin 2012 pour – semble-t-il – avoir couvert par *Kommersant* de la manifestation du 6 mai 2012 et de « l'affaire Bolotnaïa »⁵⁵. C'est alors que les licenciements de journalistes en raison de conflits politiques au sein des rédactions ou avec les propriétaires, ainsi que les fermetures de médias, ont commencé à être appelés « les maillons d'une chaîne foutue »⁵⁶. Cette expression a été utilisée pour la première fois en relation avec le licenciement de Koudriavtsev par le rédacteur en chef du magazine *Bolchoï*

⁵³ « Parler des médias. Ilya Tsenciper et Demian Koudriavtsev », *Afisha Daily*. 1 août 2012 . En ligne : <https://daily.afisha.ru/archive/gorod/archive/media-tsentsiper-kudryavtsev/>.

⁵⁴ *Ibid.*

⁵⁵ La plus grande affaire pénale contre les participants au mouvement de protestation en Russie 2011-2013.

⁵⁶ En russe : « *zvenija grebannoj tcepi* ».

Gorod (La grande ville), Philipp Dziadko, qui avait lui aussi récemment perdu son emploi à cause d'un « conflit avec les actionnaires »⁵⁷.

Une des façons d'éviter le conflit direct, lorsque les journalistes, les rédacteurs et les actionnaires se trouvent à différents niveaux d'« adéquation», était donc d'essayer de parler de manière allusive. « Les possibilités de s'exprimer librement n'étaient pas si nombreuses. Quand les déclarations directes et les formulations claires sont difficiles, cette légèreté, cette souplesse, cette tentative de parler en langage codé apparaissent »⁵⁸, se rappelle le journaliste Alexandre Urzhanov.

Tous n'étaient pas prêts à s'y adonner : ne l'ont pas adopté, « Il vaut mieux ne rien inventer, car on te frappera si tu fais preuve de créativité. Et ce n'est pas de l'autocensure. C'est plutôt de la paresse »⁵⁹. Mais beaucoup utilisent ce « langage codé », ce langage allusif. Il est intéressant de noter que cette compétence a fini par ne plus être l'apanage du journalisme libéral, mais est devenue universelle. Peut-être que cela était en partie dû au fait que les spectateurs et les lecteurs ne voulaient pas se plonger dans l'horreur. « Nous tournons le film "Cargo 200"⁶⁰ et le montrons à des gens qui vivent dans une ville où cela se passe tous les jours. Ils pensent : "Nous voyons cet enfer, pourquoi nous en parler ?"⁶¹ »

Tous les journalistes n'étaient toutefois pas prêts à s'adapter à cette « adéquation » changeante. Certains en parlaient ouvertement, comme en 2012 Oleg Kashin, correspondant spécial de *Kommersant*, dans la même série d'interviews pour *Afisha*, qui estimait que le problème ne résidait pas tant dans la censure que dans les journalistes eux-mêmes, et que les cas de pression directe n'étaient pas si nombreux : « En fait, à part quelques vidéos du programme 'Télévision Centrale' qui ont été retirées de l'antenne et dont les auteurs les ont mises sur YouTube, je ne me souviens pas de publications retirées. Il n'est pas certain qu'elles existent même. Je ne pense pas qu'il y ait un journaliste à *Izvestia* qui écrit une vérité effrayante, et que Gabrilanov⁶² la retire »⁶³. De plus, selon Kashin, il était impossible de

⁵⁷ MOREV, Gleb et Polina BYHOVSKAYA. « C'est les maillons d'une chaîne foutue », *OpenSpace.ru*. En ligne : <https://os.colta.ru/media/paper/details/37626/#dzyadko>.

⁵⁸ « Parler des médias. Alexandre Urzhanov et Piotr Tolstoï », *Afisha Daily*. 7 août 2012. En ligne : <https://daily.afisha.ru/archive/gorod/archive/media-urzhanov-tolstoy/>.

⁵⁹ « Parler des médias. Maxime Kovalsky et Mykhail Zygar ». *Op. cit.*

⁶⁰ Le film d'Alexei Balabanov sur les mœurs cruelles d'une ville de province à la fin de l'époque soviétique.

⁶¹ « Parler des médias. Philipp Bahtin et Philipp Dziadko », *Afisha Daily*. 31 juillet 2012. En ligne : <https://daily.afisha.ru/archive/gorod/archive/media-bahtin-dzyadko/>.

⁶² Aram Gabrelyanov était président du conseil d'administration du journal *Izvestia*.

⁶³ « Parler des médias. Oleg Kashin et Ksenia Sobotchak ». *Op. cit.*

négocier avec le pouvoir. Quiconque négocie avec lui, peu importe les conditions, joue simplement selon ses règles et en sa faveur : « Si l'on sort [le journaliste] Venidiktov de sous Poutine, Poutine s'effondrera dans la demi-heure, car c'est précisément sur ces libéraux de vitrine que tout repose. [...] Je ne dis pas que la mission d'*Echo Moskvy* est de discréditer le libéralisme. Sa mission principale est de montrer que nous ne sommes pas tout à fait la Biélorussie, que nous avons une radio où Poutine est critiqué. Et Venidiktov est un bon apparatchik et nomenklaturiste de Poutine. [...]... Toute personne à qui Alexeï Gromov [homme politique proche de Poutine] téléphone et qui exécute ses instructions ou ses demandes est bien sûr un apparatchik de Poutine »⁶⁴.

Cette conversation entre Oleg Kashin et Ksenia Sobtchak illustre parfaitement le dilemme majeur auquel les journalistes ont été confrontés au début des années 2010 : peut-on justifier la collaboration avec le pouvoir et le jeu selon ses règles, sachant que cette « collaboration », au sens propre et figuré, commence au sommet : « Tous les rédacteurs en chef des grands journaux [précise Kashin] participent à des réunions et à des rencontres avec Poutine et Medvedev. Ils ne les interviewent pas, ils sont là comme des apparatchiks, ils discutent avec eux et synchronisent leurs montres. Aucun rédacteur en chef n'écrit ce qu'il voit lors de ces réunions, bien qu'il le devrait. [...] Le journalisme est une institution publique. Quand il conclut un pacte avec d'autres entités publiques, que ce soit le pouvoir, l'église ou les affaires, c'est toujours mauvais »⁶⁵.

Ksenia Sobtchak objecte que c'est précisément grâce à cette collaboration avec le pouvoir que les médias obtiennent une certaine liberté : « Venediktov permet à Navalny et à Udaltsov [opposants politiques de Poutine] d'être diffusés [...] Pour cela, il faut évidemment faire des compromis »⁶⁶.

Tout en reconnaissant l'absence de liberté des médias russes et l'existence d'un pacte avec le pouvoir, Sobtchak les justifie de fait par des objectifs importants qui peuvent être atteints justement grâce au compromis : « Qui a fait le plus pour lutter contre le fascisme ? La personne qui a pris un fusil contre un détachement de nazis en criant 'Pour la patrie !' et s'est fait abattre en retour, ou Schindler, qui a sauvé des dizaines de personnes ? Je préfère le désir

⁶⁴ *Ibid.*

⁶⁵ *Ibid.*

⁶⁶ *Ibid.*

de sauver quelqu'un, même si cela implique de recevoir des appels de Gromov ou de coopérer avec les fascistes »⁶⁷.

Kashin est convaincu que les journalistes se placent eux-mêmes dans une impasse : « Tu coopères avec les fascistes — aujourd'hui tu sauves un enfant, et demain tes collègues brûlent le village de Khatyn en Biélorussie. Ce sont des vases communicants »⁶⁸.

Cette question essentielle pour le journalisme russe du début des années 2010 a été résolue différemment par chacun. Certains pensaient qu'ils pouvaient encore apporter un certain bénéfice et continuaient à suivre l'échelle de « *adekvatnost* », d'autres n'étaient tout simplement pas prêts à renoncer à leurs privilèges et à leur statut social. D'autres encore cherchaient de nouvelles plateformes pour exprimer leur position. Certains ont quitté le journalisme pour se tourner vers les affaires, les institutions culturelles ou les œuvres de charité.

Ceux qui sont restés sentaient que les règles changeaient de plus en plus. La pression des autorités, singulièrement sur les médias fédéraux, se faisait particulièrement sentir lors des élections municipales de Moscou en 2013. À *Kommersant*, cela a donné lieu à plusieurs scandales concernant des publications politiques. En septembre 2013, des articles sur l'enquête de Navalny concernant les datchas de hauts fonctionnaires, parmi lesquels figuraient Volodin et Prikhodko [hommes politiques proches du Poutine], ont disparu du site de l'édition. À la veille des élections municipales de Moscou, un article a été publié dans le journal sur les actions malhonnêtes du comité électoral de Navalny, alors candidat à ces élections. Beaucoup ont jugé cet article commandé par le Kremlin : il n'était pas rédigé selon les normes de l'édition, c'est-à-dire sans commentaires du comité électoral de Navalny, et signé d'un pseudonyme.

Une autre histoire illustre cette lutte pour la liberté d'expression à *Kommersant*. Elle constitue un cas particulièrement intéressant et justifie qu'on s'y arrête. *Kommersant* a publié un commentaire peu flatteur du porte-parole de Vladimir Poutine, Dmitry Peskov, à propos de l'opposant Alexeï Navalny, puis l'a supprimé, expliquant que la citation avait été faite lors d'une réunion privée et publiée par erreur. Mon interlocuteur Piotr, qui travaillait à *Kommersant* à l'époque, se souvient de cette histoire en ces termes : « Ce fut un grand scandale. La journaliste qui avait publié cette nouvelle assistait à une conférence de Dmitry

⁶⁷ *Ibid.*

⁶⁸ *Ibid.*

Peskov pour 'l'Académie du journalisme' organisée par *Kommersant*. Ses propos n'étaient pas destinés à être publiés, la journaliste a effectivement agi de manière non éthique. Mais tout le monde a commencé à crier à la liberté d'expression »⁶⁹. Cette histoire, qui ressemble à celle du licenciement de Maksim Kovalsky, s'appuie également sur un mélange d'éthique et de politique. D'une part, le journaliste, sans doute guidé par ses opinions politiques, enfreint des normes éthiques non écrites de la communauté journalistique (communication *off the record*), d'autre part, la décision de le licencier est perçue comme de la censure. Il est révélateur que ces deux cas se soient produits à *Kommersant*, journal qui s'est toujours vanté de son professionnalisme et qui, pour autant, a été accusé de se plier trop facilement aux exigences de l'administration présidentielle. Dans ces licenciements, le code éthique de la rédaction et les souhaits des organes de contrôle coïncident.

Après 2014

La plus grande atteinte à la liberté des médias en Russie a eu lieu en 2014, après l'annexion de la Crimée et le début du conflit en Ukraine. Le 12 mars, sur ordre d' Alexandre Mamut, propriétaire de la société unifiée Afisha-Rambler-SUP, la rédactrice en chef de Lenta.ru, Galina Timchenko, a été licenciée. Une partie de la rédaction a quitté l'édition avec elle en signe de solidarité. Le motif de ce licenciement était une interview avec l'un des leaders du mouvement nationaliste ukrainien « Secteur droit », Andreï Tarasenko, interview réalisée à Kiev par le correspondant spécial de Lenta.ru, Ilia Azar. Les journalistes ont qualifié ce licenciement d'acte de censure. Gleb Pavlovski, commentant l'événement sur *Echo Moskvy*, a déclaré que le licenciement de Timchenko était le résultat d'une purge dans les médias, dont les journalistes eux-mêmes étaient en partie responsables, n'ayant pas réussi à créer à temps un syndicat pour les protéger⁷⁰. Le rédacteur en chef du site *RIA Novosti*, Ilia Boulavinov, a également souligné que la fermeture de Lenta.ru dans sa forme actuelle, qui a suivi le licenciement, était prévisible, ajoutant que la rapidité de la décision après l'annonce du prétexte formel [un avertissement de Roskomnadzor] était frappante : « Mais cela n'est pas surprenant — selon les lois du temps de guerre, c'est ainsi désormais »⁷¹. Oleg Kashin, devenu chroniqueur indépendant en 2014, a ainsi résumé la situation : « Poutine ne détruit pas le journalisme russe, non. Poutine et ses hommes ont d'abord créé leur propre journalisme... et ce n'est que lorsqu'il n'avait plus aucune importance qu'ils ont sérieusement

⁶⁹ Entretien de l'auteur avec Piotr, 13 mars 2024.

⁷⁰ « C'est une honte et ***** ». Comment le marché des médias a réagi au changement de rédacteur en chef de Lenta.ru », *Lenta.ru*. 13 mars 2014. En ligne : <https://lenta.ru/articles/2014/03/13/lenta/>.

⁷¹ *Ibid.*

commencé à détruire les entreprises journalistiques insignifiantes par rapport à *Russia Today*, *Vesti'* et autres... Salutations à tous ceux qui disaient que Kovalsky⁷², avec son bulletin de vote, avait bien mérité ce qui lui est arrivé. Salutations à tous ceux qui, à chaque sanglot de journaliste, répondaient que le journaliste ne devait pas être un activiste, qu'il fallait simplement faire son travail, et que dans tout conflit professionnel, les deux parties étaient toujours coupables »⁷³. Comme pour illustrer les propos de Kashin, autant de journalistes ont soutenu le licenciement de Galina Timchenko qu'ils l'ont critiqué. La plupart d'entre eux travaillent encore avec succès dans les médias russes.

Le lendemain du licenciement de Galina Timchenko, le 13 mars 2014, *Grani.ru*, *Yezhednevny Zhurnal (Le journal quotidien)* et *Kasparov.ru* ont été bloqués. En effet, la « loi Lougovoï » (adoptée en 2014), qui permettait des blocages extrajudiciaires pour « appels à des troubles de masse », a été appliquée contre eux⁷⁴.

La même année 2014, de nouveaux médias ont été créés, indépendants des actionnaires proches de Poutine et donc moins susceptibles d'être soumis à la censure : *Meduza*, *Mediazona* et *Open Russia*. Les sujets qu'ils couvrent diffèrent de ceux traités par les médias contrôlés par le Kremlin en termes de de critique du pouvoir actuel.

Il faut souligner que, même dans les médias contrôlés par des propriétaires fiables, des réorganisations et des bouleversements se produisaient avec un contrôle de plus en plus important. Le journal *Kommersant* subissait une pression constante lorsqu'il couvrait le conflit militaire dans le Donbass et rapportait sur la participation de militaires russes de carrière dans cette guerre. En novembre, le rédacteur en chef de *Kommersant*, Mikhaïl Mikhaïline, a quitté son poste après y avoir travaillé plus de quatre ans et ce malgré le fait qu'il était prêt à jouer selon les règles en soutenant même – selon Piotr, mon enquêté – l'annexion de la Crimée⁷⁵.

En 2015, Piotr a également quitté *Kommersant* pour travailler au journal *RBC*, qui, après sa relance en 2012, est devenu l'un des leaders en matière de citations, et où de grandes enquêtes ont commencé à être publiées, comme celles sur la présence de troupes russes dans le

⁷² Maxime Kovalsky, à propos de l'histoire de son licenciement du poste de rédacteur en chef de *Kommersant-Vlast*, nous avons parlé dans la partie précédente.

⁷³ KASHIN, Oleg. « Nuisance privée », *Colta*. 12 mars 2014. En ligne : <https://www.colta.ru/articles/media/2410-chastnaya-nepriyatnost>.

⁷⁴ SURNACHEVA, Elisaveta, KONSTANTIN BENUMOV, LUBOV MOISEENKO, et al. « Enchaîné par une chaîne foutue ». *Op. cit.*

⁷⁵ Entretien de l'auteur avec Piotr, 13 mars 2024.

Donbass ou sur les affaires de l'Église orthodoxe russe. La plus célèbre d'entre elles fut celle sur Ekaterina Tikhonova (la fille aînée de Vladimir Poutine) qui devait superviser la construction de la « Vallée de l'Université de Moscou ». En 2016, la période d'enquêtes à *RBC* a pris fin avec le dernier article de ce type sur l'élevage d'huîtres en face du « palais de Poutine », article qui a causé le motif du licenciement en mai 2016 du rédacteur en chef du journal Maxime Solious ainsi que du départ de la rédactrice en chef, Élisabeth Ossetinskaya, et du rédacteur en chef de l'agence de presse RBC, Roman Badanine.

Il est intéressant de noter que la majorité des journalistes de la rédaction voulaient partir avec Ossetinskaya et Solious, mais certains sont finalement restés ce qui s'explique d'une part par la solidarité professionnelle (« comment le journal va-t-il désormais sortir ? ») et d'autre part, par des considérations liées à l'emploi (possibilité de prendre les postes vacants et de monter dans la hiérarchie, promesse d'augmentation de salaire pour ceux qui restent). Les personnes qui sont parties continuent de participer à des projets journalistiques d'opposition : *The Bell*, *Istories*, *Project*. Nommés quelques mois plus tard, les nouveaux responsables de la rédaction de *RBC* ont, quant à eux, expliqué lors d'une réunion éditoriale à huis clos qu'il existait une « double ligne continue » (une ligne qui ne peut pas être franchie, métaphore en référence au code de la route) dans le travail des journalistes qu'il ne fallait pas franchir.

En 2016, une tentative de création d'un Syndicat indépendant des journalistes et des travailleurs des médias a été entreprise. Il a été officiellement enregistré au ministère de la Justice en 2017 et comptait presque 380 membres en 2019. « La constitution du syndicat en 2016 montre le souci de répondre conjointement à la difficulté politique et à la fragilité professionnelle »⁷⁶, souligne la sociologue Françoise Daucé. Le syndicat n'a toutefois pas réussi à acquérir une influence significative. Sa création a été entreprise trop tard car le pouvoir d'État ne comptait plus faire semblant que la liberté de la presse existait en Russie.

Dans cette période de 2014 à 2020, il est possible de distinguer cinq méthodes de pression sur les médias, sachant que la pression ne provenait pas seulement des autorités et des propriétaires liés à celles-ci (ou « actionnaires »), mais également de représentants des affaires proches du pouvoir. Elles sont présentées ci-dessous avec quelques illustrations permettant de mieux situer ce type de stratégies.

⁷⁶ DAUCÉ, Françoise. « Épreuves professionnelles et engagement collectif dans la presse en ligne à Moscou (2012-2019) ». *Op. cit.*

1. Pression par le biais de la législation

Après la promulgation en Russie d'une loi interdisant aux étrangers et aux entreprises étrangères de posséder plus de 20% des médias russes (2012), les propriétaires de *Forbes* et de *Vedomosti* (Nouvelles) ont changé. Les copropriétaires étrangers de *Vedomosti* ont transféré 100% des actions de la société au gestionnaire des médias russe Demian Kudriavtsev (ancien directeur général de *Kommersant*). Comme l'a révélé une enquête de *Meduza*, *Forbes*, *The Bell* et *Vedomosti* avaient été achetés en 2020 entièrement à crédit et, en fait, mis en gage, contrôlés depuis 2017 par la société pétrolière Rosneft.

En décembre 2015, des agents des forces de l'ordre ont fait une perquisition dans la rédaction de *Dozhd*, dont les journalistes avaient récemment participé à une enquête d'Alexeï Navalny sur les affaires de la famille du procureur général Iouri Tchaïka. Ils vérifiaient si la rédaction avait enfreint la loi sur la lutte contre l'extrémisme et le terrorisme. Le parquet a signalé avoir trouvé des violations du droit du travail et des règles de sécurité incendie. La chaîne a payé les amendes et a continué à fonctionner.

En juillet 2016, le journal *Vedomosti* a publié un article indiquant que Sechin, vice-premier ministre de la Fédération de Russie dans le gouvernement de Vladimir Poutine de 2008 à 2012 et actuel président du conseil d'administration du groupe pétrolier Rosneft, construisait une maison à Barvikha sur un terrain valant 60 millions de dollars. En novembre de la même année, Sechin a gagné un procès pour atteinte à la vie privée. Le tribunal a ordonné au journal de retirer l'article de son site et de détruire tous les exemplaires existants contenant cet article. Le tirage du journal a été détruit et l'article sur la propriété de Sechin a été retiré du site.

En mai 2017, le magazine *The New Times* a reçu un avertissement de Roskomnadzor pour avoir publié le 13 mars 2017 une interview avec un terroriste de l'ISIS originaire de la région de Kalouga, intitulée « De Kalouga avec le djihad ». Selon l'organe de surveillance, elle contenait des signes de justification du terrorisme. Peu de temps après, Evguenia Albats a annoncé qu'elle cessait la publication de la version imprimée du magazine, ne conservant que la version en ligne.

D'autres mesures s'en sont suivies comme, en 2019, des lois sur l'interdiction des « *fake news* » sur Internet (responsabilité pour la publication d'informations inexactes) ou sur l'insulte aux autorités et aux symboles d'État. En 2020, la responsabilité pénale a été introduite pour le non-retrait d'informations interdites et pour la diffusion d'informations inexactes.

2. Pression par la limitation de l'audience

Suite à un sondage diffusé en janvier 2014 sur la chaîne de télévision *Dozhd* sur la possibilité de remettre Leningrad assiégée aux Allemands, les opérateurs de télévision ont commencé à déconnecter *Dozhd* de leurs réseaux. Le 31 janvier 2016, le jour de la publication d'un article sur la supposée fille aînée du président russe Vladimir Poutine, Maria Vorontsova, le site du magazine *The New Times* a été victime d'une attaque DDoS et est devenu inaccessible aux utilisateurs. En août, l'entreprise qui imprimait le magazine depuis 2008 a refusé de continuer à collaborer.

3. Menaces physiques et menaces de poursuites pénales

En août 2016, la journaliste de *Novaïa Gazeta* et animatrice d'*Echo Moskvy*, Ioulia Latynina, a été attaquée dans le centre de Moscou. En avril 2017, une enveloppe postée de Grozny, capitale de la Tchétchénie, et avec de la poudre blanche a été trouvée dans les bureaux de *Novaïa Gazeta*. En octobre 2018, une corbeille avec une tête de mouton a été jetée dans les bureaux de la même rédaction avec une note : « Au rédacteur en chef de *Novaïa Gazeta*. Salutations à vous et à Krotkov. » Denis Krotkov a été l'un des premiers journalistes à parler des activités du groupe paramilitaire russe Wagner et de la participation de ses membres aux combats dans le Donbass et en Syrie.

En juin 2019, le journaliste de Meduza Ivan Golunov a été arrêté et faussement accusé de possession et de trafic de drogue. L'affaire Golunov est devenue l'une des affaires les plus retentissantes contre les journalistes en Russie ces dernières années : son arrestation a déclenché des manifestations et des protestations massives, et les principaux médias ont pris sa défense. Bien que Golunov ait finalement été libéré, ce cas n'a pas inspiré l'optimisme. Sa libération a été le résultat de négociations à huis clos, et il était évident que dans d'autres circonstances, une telle libération n'allait pas se produire.

4. Pression par la loi sur les « agents étrangers »

En 2017, la notion de médias « agents étrangers » a été introduite dans la loi : elle a été adoptée comme une « réponse miroir » aux actions des États-Unis à l'égard des médias russes, à savoir la chaîne RT et Sputnik, récemment soumis à des restrictions et reconnus comme agents d'influence étrangers. Les agents étrangers étaient tenus de marquer leurs matériaux, afin que tout le monde sache qu'ils sont des agents étrangers.

La désignation des premiers médias comme « agents étrangers » a été presque immédiate. Il s'agissait au niveau fédéral des radios Voice of America, Radio Liberty, de la chaîne de télévision *Nastoyaschee vremya* (Temps présent) et, au niveau régional, des radios Radio Azatlyk, Siberia.Realities, Idel.Realities, Caucasus.Realities, Crimea.Realities.

La loi sur les agents étrangers a été utilisée également de manière indirecte. En novembre 2018, Roskomnadzor a infligé à *The New Times* l'une des plus grandes amendes administratives jamais prononcées par les tribunaux de droit commun à l'encontre des médias russes – 22 millions de roubles – pour ne pas avoir rendu à temps l'argent reçu de l'ONG « Fonds de soutien à la liberté de la presse », fonds qui avait été préalablement reconnu comme « agent étranger ».

En 2019, il est devenu possible de reconnaître comme « agents étrangers » non seulement des organisations, mais également des individus.

5. Pression sur la rédaction et intimidation des journalistes

En 2016, dans le classement annuel de *Forbes*, parmi « 25 des dirigeants d'entreprises les plus riches », la somme de la rémunération de Andreï Kostine, chef de la deuxième banque en Russie Vnechtorgbank (VTB), n'a pas été indiquée : selon les employés du magazine, la somme a été retirée sur instruction directe du propriétaire du magazine, Alexandre Fedotov.

En juillet 2018, les journalistes de *Forbes* ont déposé une plainte auprès du procureur de Moscou concernant la disparition d'un article sur les affaires de détournement de fonds des frères Ziyavudin et Magomed Magomedov, propriétaires du groupe Summa. Pourtant, l'article avait été envoyé à l'imprimerie avec les autres matériaux du magazine. Le même article est ensuite publié sur le site internet, mais le site a été bloqué, l'électricité coupée et le soir même, un nouveau rédacteur en chef par intérim a été nommé.

Au printemps 2019, à la demande de l'actionnaire de *Kommersant*, les correspondants Maxime Ivanov et Ivan Safronov ont été licenciés, dévoilant un possible changement de poste de la présidente du Conseil de la Fédération, Valentina Matvienko. Le rédacteur en chef, Vladimir Zhelonkin, a également exigé la révélation des sources, ce que les journalistes ont refusé. En signe de protestation, tout le département politique a démissionné en mai.

Les exemples cités montrent que la situation devient de plus en plus préoccupante chaque année. Les restrictions de la liberté de la presse imposées par l'État, soit directement, soit par

le biais des actionnaires se multipliaient. Avant 2014, les journalistes pouvaient encore choisir de faire des compromis ou de ne pas en faire, de naviguer entre des conflits constants et une certaine réussite et influence. Après 2014, la situation ressemblait de plus en plus à une persécution et à l'éviction des journalistes dissidents de la profession. Les journalistes ont réagi en conséquence en considérant que plus aucun compromis avec le pouvoir ne soit possible. Par conséquent, soit un journaliste travaillait pour un média pro-gouvernemental, soit il assumait ses opinions et rejoignait un média d'opposition avec tous les risques y compris pour sa sécurité physique que cela comportait.

Conclusion

Dans le premier chapitre de ce mémoire, une brève histoire des médias russes dans les années 1990-2010 a été présentée. Des sujets tels que les relations entre le journalisme russe et le pouvoir, la tentative d'uniformiser et de fixer les normes éthiques journalistiques, la recherche d'un équilibre entre la censure et la pression des autorités et les principes de la liberté d'expression ont été abordés.

De nombreux chercheurs estiment que le fait que les médias russes soient passés d'un outil de transparence et de perestroïka à un instrument majeur d'influence pour le Kremlin, et à un outil de propagande gouvernementale au milieu des années 2010, est principalement lié aux événements des années 1990. À cette époque, ne parvenant pas à adopter un code d'éthique journalistique définissant les normes et standards éthiques, les journalistes ont participé à la machine de propagande créée pour la campagne électorale présidentielle de Boris Eltsine en 1996. La collaboration avec les oligarques et le pouvoir est devenue la norme. Les journalistes ont ressenti leur influence politique et même, peut-être, leur supériorité sur les représentants du pouvoir et des affaires, qui n'auraient pas pu réussir sans eux.

Dans les années 2000, les journalistes ont appris à respecter un compromis entre les demandes des propriétaires et leurs propres conceptions de la liberté d'expression et des règles éthiques des journalistes. Ce qui les aidait à trouver ce compromis, les chercheurs Elisabeth Schimpfössl et Ilya Yablokov l'appellent « adekvatnost » (l'adéquation). Nous parlerons plus en détail de ce terme dans la prochaine partie de ce travail. Ici, je voudrais souligner que le compromis n'était pas une constante. Pour chacun, il était différent et les conditions pouvaient changer avec le temps. Mais l'idée même de compromis ne suscitait pas de rejet chez les journalistes. Premièrement, parce qu'il n'y avait pas de règles éthiques fixes,

et deuxièmement, parce que la censure était perçue comme un phénomène habituel. Même les jeunes journalistes, n'ayant pas travaillé à l'époque soviétique, savaient que le compromis était plus efficace que la lutte ouverte contre la censure. Il permettait d'éviter un conflit ouvert avec le pouvoir et d'obtenir son soutien lorsque cela était nécessaire. Et ce qui est particulièrement important, le compromis permettait aux journalistes et aux médias de se sentir en contrôle de la situation et même, peut-être, de la gérer.

Avec l'évolution des relations du nouveau président Vladimir Poutine et des oligarques, le système des relations avec les médias a également changé. Le contrôle des principaux médias a été transféré à des propriétaires associés à l'État ou à des propriétaires dont la loyauté ne faisait aucun doute. Ce contrôle est devenu évident dans les années 2010, lorsque le pouvoir a commencé à avoir besoin d'un journalisme loyal. Il s'est avéré qu'en raison du fait que les normes de la profession n'avaient pas été formulées et adoptées dans la communauté journalistique, les journalistes, éditeurs et gestionnaires de médias jouaient selon des règles différentes. Leur perception d'« adekvatnost », pouvait diverger.

Lorsque les journalistes ont découvert qu'ils n'étaient plus pleinement le « quatrième pouvoir », que les compromis qu'ils étaient prêts à faire ne suffisaient plus, et que le chemin emprunté ne fonctionnait plus comme avant, ils se sont posés la question : faut-il continuer à coopérer avec le pouvoir et à jouer selon ses règles ? Certains pensaient qu'ils pouvaient encore apporter une certaine utilité et continuaient à suivre l'échelle d'« adekvatnost », d'autres n'étaient tout simplement pas prêts à renoncer à leurs privilèges et à leur statut social, d'autres encore ont quitté le journalisme. Après 2014, la situation s'est encore aggravée — il n'y avait plus de compromis avec le pouvoir, les journalistes ont dû faire un choix : soit travailler dans un média pro-gouvernemental, soit se radicaliser et rejoindre un média d'opposition avec tous les risques possibles que cela implique.

Chapitre II. Censure et autocensure dans les recherches scientifiques

Dans cette partie, plusieurs recherches sur l'autocensure seront examinées, ainsi que leur pertinence pour le sujet traité.

L'autocensure est généralement définie dans les recherches à travers le concept de censure à savoir des restrictions à la liberté d'expression imposées par des forces extérieures à un individu ou à un groupe. Le terme « auto » souligne que l'interdiction de s'exprimer (par écrit ou oralement) provient directement de l'individu. Malgré le lien étroit entre ces deux concepts, la nature de cette relation et les mécanismes qui forment et régulent les manifestations de la censure et de l'autocensure restent toutefois des sujets de discussion dans les études sur les médias et le journalisme. Une asymétrie peut cependant être relevée : les recherches sur l'autocensure sont beaucoup moins nombreuses que celles sur la censure. La principale raison de ce phénomène réside dans le fait que l'autocensure est plus difficile à conceptualiser, plus difficile à décrire et à documenter dans le cadre d'une recherche empirique⁷⁷.

De plus, les chercheurs occidentaux, qui adoptent traditionnellement des approches libérales pour étudier le fonctionnement des médias, analysent le journalisme du point de vue de l'éthique normative⁷⁸. Dans ce cas, la censure devient un mécanisme répressif, opposé à la liberté d'expression. Un des inconvénients de cette approche est qu'elle limite l'analyse de l'autocensure en la présentant comme une pratique non professionnelle et nuisible. Dans cette perspective, par exemple, il est difficile d'interviewer des journalistes, qui dans la plupart des cas ne sont pas prêts à admettre qu'en pratiquant l'autocensure, ils agissent de manière non professionnelle.

Depuis le début des années 1990, cette approche libérale du concept de censure a commencé à être critiquée. Il s'est avéré qu'il existe des exemples où la censure existe dans la société sans qu'il y ait un censeur influent pour l'imposer. Pour analyser de tels cas, une approche

⁷⁷ SCHIMPFÖSSL, Elisabeth, Ilya YABLOKOV, Olga ZEVELEVA, et al. « Self-censorship narrated: Journalism in Central and Eastern Europe », *European Journal of Communication*, février 2020, vol.35 n° 1. p. 3-11. En ligne : <http://journals.sagepub.com/doi/10.1177/0267323119897801>.

⁷⁸ *Ibid.*

appelée « nouvelle théorie de la censure » a été développée par Matthew Bunn⁷⁹. Cette approche retire le concept de censure de l'opposition entre société libre et non libre, présence ou absence de liberté d'expression, et associe les mécanismes de censure non seulement à la force répressive de l'État. Selon Matthew Bunn, la censure est une norme ancrée dans toutes les relations sociales. L'autocensure dans ce contexte reste le résultat de la reproduction de la censure par les acteurs sociaux d'en bas. Elle épouse toutefois d'autres significations. Les pratiques d'autocensure soutiennent les structures de pouvoir dans la société, et la censure par le haut n'est activée que lorsque l'autocensure cesse de fonctionner.

Certains auteurs, qui reconnaissent que l'autocensure existe même dans les sociétés libérales, continuent néanmoins de l'opposer à la liberté d'expression. Ainsi Daniel Bar-Tal, dans son article « Self-Censorship as a Socio-Political-Psychological Phenomenon: Conception and Research », considère l'autocensure comme d'un mécanisme qui cache la vérité à la société, « une barrière qui bloque des informations qui pourraient potentiellement contribuer à divers processus constructifs et fonctionnels d'amélioration de la société »⁸⁰. L'auteur reconnaît qu'il existe des circonstances où une transparence totale et une liberté de recevoir des informations ne peuvent être atteintes (questions de sécurité, vie privée, menace de polarisation de la société, etc.), mais il propose néanmoins de chercher un équilibre et de s'efforcer de réduire au maximum l'autocensure. Selon Daniel Bar-Tal, la raison de l'autocensure réside dans le fait que la personne possédante ou recevant l'information croit subjectivement que cela puisse avoir des conséquences négatives pour elle-même, pour le groupe auquel elle s'identifie, pour un tiers ou pour l'idéologie et l'État dans son ensemble. Bar-Tal voit une corrélation directe entre le degré de liberté de la société et le niveau d'autocensure.

Sans nier cette corrélation, je voudrais déplacer le curseur en laissant de côté la définition du degré de liberté de la société russe et des diverses restrictions qui peuvent y survenir. Comme nous l'avons vu dans la première partie de ce travail, les médias en Russie ne peuvent pas être qualifiés de libres, et, au moins depuis le milieu des années 1990, la situation n'a fait qu'empirer. La question posée dans ce travail est de savoir si l'autocensure était l'un des moyens de survivre dans cette réalité changeante ou si elle était l'une des causes de son évolution. Cette question centrale s'accompagne des deux autres : L'autocensure est-elle

⁷⁹ BUNN, Matthew. « REIMAGINING REPRESSION: NEW CENSORSHIP THEORY AND AFTER », *History and Theory*. février 2015, vol.54 n° 1. p. 25-44. En ligne : <https://onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1111/hith.10739>.

⁸⁰ BAR-TAL, Daniel. « Self-Censorship as a Socio-Political-Psychological Phenomenon: Conception and Research », *Political Psychology*. février 2017, vol.38 n° S1. p. 37-65. En ligne : <https://onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1111/pops.12391>.

toujours une réponse à la censure et son résultat ? Comment les journalistes perçoivent-ils la nécessité de l'autocensure ?

L'autocensure : une réponse ou un résultat à la censure

Dans leur article « Two Types of Self-Censorship: Public and Private. *Political Studies* », des politistes Philip Cook et Conrad Heilmann⁸¹ examinent les cas de publication de caricatures du prophète Mahomet dans le journal danois *Jyllands-Posten*. Ils y proposent un cadre pour décrire les cas de censure comprenant les points suivants : l'existence de règles explicites ou implicites sur lesquelles la censure s'appuie, les motifs de la censure (sécurité de l'État, égalité démocratique, etc.) et certaines actions par lesquelles la censure est exercée (fermeture de journaux, restriction de l'accès à Internet, etc.). Ils relèvent également que la censure affecte différemment les personnes selon qu'ils s'expriment dans un espace privé ou public.

Si l'on applique cette grille d'analyse à la situation en Russie dans les années 2010, on constate que jusqu'en 2014, la censure était implicite, suivie des règles et des actions répressives directes. La question de l'espace privé et public est un peu plus complexe, car elle concerne notamment les réseaux sociaux : les considérons-nous comme des espaces privés ou non. Quoi qu'il en soit, la censure apparaît aussi dans ces espaces dès que les forces de l'ordre apprennent à surveiller les réseaux sociaux dès 2012 au moment des manifestations de masse organisées, entre autres, via les réseaux sociaux.

La question posée par Philip Cook et Conrad Heilmann est de savoir si l'autocensure nécessite obligatoirement un censeur extérieur. En lien avec cette question, ils distinguent deux types d'autocensure : l'autocensure publique et l'autocensure privée. Le premier type (autocensure publique) est une réaction individuelle au régime de censure. Les gens assimilent certaines règles de censure, puis se censurent eux-mêmes à l'avance pour ne pas se heurter à la véritable censure. Le deuxième type (autocensure privée) est la suppression par l'acteur de ses propres opinions dans les cas où le censeur public est absent ou non pertinent. Ils divisent également l'autocensure privée en deux types : l'autocensure par procuration (c'est-à-dire sous la pression des normes sociales partagées par le censuré) et l'autocensure par auto-contrainte (sous la pression de ses propres normes, par exemple, morales).

⁸¹ COOK, Philip et Conrad HEILMANN. « Two Types of Self-Censorship: Public and Private », *Political Studies*. mars 2013, vol.61 n° 1. p. 178-196. En ligne : <http://journals.sagepub.com/doi/10.1111/j.1467-9248.2012.00957.x> [consulté le 13 décembre 2023].

Les cas d'autocensure parmi les journalistes russes décrits dans ce travail ne correspondent pas tout à fait à cette classification. En effet, jusqu'aux années 2010, il est difficile de parler d'autocensure liée à un censeur extérieur. Certes, il existe certaines règles implicites que les journalistes respectent mais ces règles ne sont pas écrites, et répondre clairement à la question « De quoi ne pourrait-on pas parler » est difficile pour les journalistes. Il s'agit plutôt d'un sentiment, qui ressemble plus à de l'autocensure par procuration. À ce sentiment peut s'ajouter un autre élément – le désir de se protéger soi-même et/ou ses collègues, « *ne podstavlyatsa* » (ne pas se mettre sous le choc, en danger) selon les termes de mon enquête Piotr. Avant l'apparition des menaces directes au milieu des années 2010, il s'agissait plutôt d'un sentiment de communauté lié à ses propres normes sociales, ce que Philip Cook et Conrad Heilmann appellent l'autocensure par auto-contrainte. Le cadre proposé par ces auteurs permet de mettre en lumière que jusqu'en 2014, avant les premières mesures répressives réellement marquantes organisées par l'État contre les médias, on ne peut pas parler de censure directe. Pour autant, selon mes enquêtes et les interviews publiées d'autres journalistes, l'autocensure existait bel et bien.

À cette même question – l'autocensure peut-elle être liée non seulement à la censure directe mais aussi à d'autres restrictions ou conditions ? – tentent de répondre les auteurs du numéro spécial de l'*European Journal of Communication*, qui examinent les médias dans des pays ayant connu une véritable censure répressive. Ils estiment qu'il n'a pas de sens de diviser l'autocensure en celle liée aux caractéristiques du marché, propre aux pays à économie libre, et celle provenant de l'État.

Dans l'une des études de ce dossier, intitulée « Self-censorships in Ukraine : Distinguishing between the silences of television journalism », son auteur Taras Fedirko propose, à partir de l'analyse d'entretiens avec des journalistes ukrainiens, la classification suivante de l'autocensure, qui comprend des points non directement liés à la censure :

- *pragmatic self-censorship* — ce type est lié aux attentes des journalistes concernant les sanctions personnelles (positives ou négatives) dans le contexte social du lieu de travail. Cette autocensure est une réponse aux prescriptions ou incitations à la censure formulées par divers acteurs influents et incarnées dans des hiérarchies managériales spécifiques, des tâches éditoriales et d'autres relations auxquelles les journalistes sont confrontés dans leur travail quotidien.

- *ethical self-censorship*, conditionnée par des obligations personnelles envers d'autres personnes ou des considérations éthiques à leur égard ; le but de ce type d'autocensure est de préserver et de maintenir les relations sociales.
- *affective self-censorship* survient involontairement, comme un manque d'objectivité dans la couverture des événements ou une suppression automatique provoquée par des sympathies personnelles, des attachements et des positions politiques pouvant affecter le rôle professionnel public du journaliste⁸².

Chacun de ces types est décrit sous une forme ou une autre dans diverses études sur l'autocensure, mais Taras Fedirko souligne que dans son étude empirique, tous ces types peuvent apparaître simultanément au sein d'une même communauté professionnelle et même chez une seule et même personne. Nous observons la même situation dans la communauté professionnelle des journalistes russes.

Ainsi, dans le cas du *Pragmatic self-censorship*, les règles éditoriales sont communiquées aux journalistes par des instructions explicites, des suggestions ou des allusions. Ce type d'autocensure implique une structure hiérarchique claire, avec la figure du rédacteur en chef, ou du directeur général comme dans le cas de *Kommersant* où travaillait mon enquêté Piotr. C'est par leur intermédiaire que l'administration présidentielle contrôle le travail des journalistes. Comme l'écrit Taras Fedirko : « Dans une situation où une mauvaise interprétation potentielle des signaux peut entraîner une sanction (aussi légère soit-elle), la censure ambivalente devient encore plus efficace en raison de son flou et de son imprévisibilité, provoquant une autocensure qui remplace la nécessité d'un contrôle direct de la censure »⁸³.

La forme d'*Ethical self-censorship* peut, quant à elle, être liée à des règles professionnelles éthiques mal définies qui obligent les journalistes et gestionnaires des médias russes à prendre des décisions "correctes" d'une part, et à leur comportement au sein de la communauté journalistique d'autre part. L'un des aspects importants de cette forme d'autocensure est le désir de ne pas trahir ses collègues, de ne pas mettre en danger toute la rédaction par ses actions.

⁸² FEDIRKO, Taras. « Self-censorships in Ukraine: Distinguishing between the silences of television journalism », *European Journal of Communication*, février 2020, vol.35 n° 1. p. 12-28. En ligne : <http://journals.sagepub.com/doi/10.1177/0267323119897424>.

⁸³ *Ibid.*

Le type d'*Affective self-censorship* se forme à la jonction du personnel et du professionnel et, dans le contexte russe, peut se manifester de deux manières. La première est les sympathies personnelles développées au fil du temps avec les sources journalistiques, qui peuvent influencer le travail du journaliste à des degrés divers. La deuxième est l'engagement politique des journalistes russes, qui s'est intensifié après 2014.

Revenons à la question posée au début du chapitre : « L'autocensure est-elle toujours une réponse à la censure et son résultat ? » En Russie, avant que la censure ne se durcisse et que des mesures répressives ne soient appliquées, l'autocensure décrite par les journalistes n'était pas toujours due à une censure directe. Elle pouvait résulter de règles personnelles, professionnelles ou éditoriales. De plus, les journalistes pouvaient agir en fonction de leurs sensations, difficiles à objectiver par eux-mêmes. Cependant, depuis le milieu des années 2010, nous pouvons dire que la censure est devenue réelle et répressive, ce qui explique également les raisons de la persistance de l'autocensure.

La perception de l'autocensure par les journalistes

Les travaux d'Elisabeth Schimpfössl et d'Ilya Yablokov sur l'autocensure post-socialiste me semblent les plus intéressants et corrélés à mes observations. Dans un article où ils comparent les caractéristiques de l'autocensure dans les médias en Lettonie et en Hongrie, ils formulent l'hypothèse que le type d'autocensure observé dans la région post-socialiste est engendré non pas tant par l'héritage historique de la censure d'État, mais par la crise des marchés des médias combinée à une intervention étatique non libérale⁸⁴. Une idée similaire est exprimée par Francis Lee et Angel Lin, qui estiment que les cas d'autocensure les plus intéressants se produisent dans les sociétés à économie en transition, où la pression politique forte sur la presse se combine avec un système médiatique commercial/commercialisé et une force journalistique professionnelle/professionnalisante⁸⁵. Cependant, si Francis Lee et Angel Lin considèrent l'autocensure de manière statique, en étudiant ses manifestations dans le langage médiatique, pour Elisabeth Schimpfössl et Ilya Yablokov, l'autocensure existe de manière dynamique.

⁸⁴ SCHIMPFÖSSL, Elisabeth et Ilya YABLOKOV. « Post-socialist self-censorship: Russia, Hungary and Latvia », *European Journal of Communication*. février 2020, vol.35 n° 1. p. 29-45. En ligne : <http://journals.sagepub.com/doi/10.1177/0267323119897797>.

⁸⁵ LEE, Francis L.F. et Angel M.Y. LIN. « Newspaper editorial discourse and the politics of self-censorship in Hong Kong », *Discourse & Society*. mai 2006, vol.17 n° 3. p. 331-358. En ligne : <http://journals.sagepub.com/doi/10.1177/0957926506062371>.

En effet, dans de nombreux pays post-socialistes, la libéralisation des marchés des médias s'est déroulée simultanément avec l'établissement du contrôle oligarchique sur les médias. En conséquence, la pratique de l'autocensure, provenant de l'État, s'est mêlée à celle typique des marchés libres. Après la crise de 2008, les investisseurs étrangers ont quitté les marchés médiatiques des pays post-socialistes, et cet espace s'est retrouvé entièrement sous le contrôle des oligarques loyaux à l'État. À ce moment-là, selon Elisabeth Schimpfössl et Ilya Yablokov, apparaît ce type d'autocensure qu'ils qualifient, comme nous avons vu d'« *adekvatnost* ». Cette notion est selon eux apparentée au concept introduit par Pierre Bourdieu de « sens du jeu » (ou « sens de la position »). L'adéquation combine des aspects du conformisme, tels que l'opportunisme et la disponibilité routinière à accepter sans condition des pratiques ou des normes initialement imposées par la coercition⁸⁶.

« *Adekvatnost* » implique que le journaliste a des compétences de manœuvre, qu'il comprend ce qu'il peut écrire et ce qu'il ne peut pas écrire, quelles questions il ne faut pas poser, et qu'un tel journaliste n'a pas besoin d'instructions supplémentaires. En même temps, « *adekvatnost* » ne suppose pas un contrôle strict : une autocensure trop rigide supprime la créativité et rend les produits médiatiques peu convaincants et ennuyeux.

Bien que les pratiques d'autocensure en Hongrie, en Lettonie et en Russie puissent être caractérisées par le mot « *adekvatnost* », Elisabeth Schimpfössl et Ilya Yablokov notent que le degré d'adéquation et l'attitude à son égard varient dans ces pays. Ainsi, en Hongrie, les journalistes associent l'autocensure à la pression extérieure et la décrivent comme un choix imposé. Dans les entretiens portant sur le contexte russe réalisés par les mêmes auteurs dans une autre étude⁸⁷ et dans mes entretiens, la pression extérieure est mentionnée moins souvent, plutôt dans des histoires spécifiques, et fait partie des « règles du jeu ». Cependant, pour les journalistes hongrois et russes, l'une des principales raisons d'accepter ces conditions (pression extérieure dans le cas de la Hongrie et « règles du jeu » dans le cas de la Russie) est la tentative de préserver les médias et de ne pas priver leurs employés de leur travail, souvent par crainte exagérée de perdre leur emploi. L'une des justifications de l'autocensure devient alors l'argument selon lequel la liberté d'expression ne peut pas exister en principe, même

⁸⁶ SCHIMPFÖSSL, Elisabeth et Ilya YABLOKOV. « Coercion or Conformism? Censorship and Selfcensorship among Russian Media Personalities and Reporters in the 2010s. », *Demokratizatsiya*. 2014, vol.22 n° 2. p. 295-311. En ligne : <http://faraway.parisnanterre.fr/login?url=https://search.ebscohost.com/login.aspx?direct=true&db=aph&AN=100826496&lang=fr&site=ehost-live>.

⁸⁷ Elisabeth Schimpfössl et Ilya YABLOKOV. « Power Lost and Freedom Relinquished: Russian Journalists Assessing the First Post-Soviet Decade », *The Russian review (Stanford)*. 2017, 76.3. p. 526-541. En ligne : <https://www.jstor.org/stable/45096893>.

dans les pays démocratiques, car les médias ont toujours un propriétaire dont il faut tenir compte de ses intérêts.

Elisabeth Schimpfössl et Ilya Yablokov estiment que les journalistes russes ont été confrontés à la nécessité de s'adapter à un contrôle accru des médias presque dix ans plus tôt que les pays du bloc post-soviétique (au début des années 2000, lorsque Vladimir Poutine consolider son pouvoir) et ont fait preuve de plus de flexibilité dans l'adaptation que leurs collègues lettons et hongrois⁸⁸. Ils n'expliquent pas les raisons d'un tel développement, mais on peut formuler l'hypothèse suivante que la liberté d'expression existait depuis très peu de temps en Russie au début des années 2000 et la génération de journalistes travaillant à cette époque se souvenait parfaitement de la censure soviétique et de la manière de coexister avec elle. Ainsi, nous ne parlons plus de libéralisation du marché, mais du « chemin du pas emprunté ». Par conséquent, la limitation de la liberté de journalistes n'était pas une contrainte. Le mécanisme d'adaptation existait déjà, il fallait simplement le réappliquer. Étant donné que la restriction de la liberté était progressive et que son ampleur n'était pas évidente (lorsqu'un média fermait, un autre s'ouvrait), ce mécanisme d'adaptation pouvait fonctionner presque inaperçu pour les journalistes eux-mêmes. Il est intéressant de souligner à cet égard l'observation d'Elisabeth Schimpfössl et d'Ilya Yablokov selon laquelle dans un environnement où les changements sont constants (dans notre cas, il s'agit du contrôle accru des médias), « *adekvatnost* » développe une caractéristique importante : l'obéissance anticipée. Ainsi, la personne responsable des médias devant son propriétaire, ou dans le cas de la Russie devant l'administration présidentielle, a rarement besoin d'appliquer des mesures répressives. En se basant sur les données empiriques que j'ai recueillies, on peut supposer que cette obéissance anticipée décharge la responsabilité de la censure du rédacteur en chef, du propriétaire ou de l'administration présidentielle.

Dans leur article de 2014 « Coercion or conformism? Censorship and self-censorship among Russian media personalities and reporters in the 2010s », Schimpfössl et Yablokov mettent en lumière un mécanisme similaire⁸⁹. Ils analysent des entretiens de journalistes télévisés de premier plan et concluent que, bien que les opinions politiques et les images diffusées par la télévision fédérale soient imposées aux reporters et aux présentateurs de manière coercitive, les journalistes disposent d'une relative liberté d'action pour développer leur potentiel créatif,

⁸⁸ *Ibid.*

⁸⁹ SCHIMPFÖSSL, Elisabeth et Ilya YABLOKOV. « Coercion or Conformism? Censorship and Selfcensorship among Russian Media Personalities and Reporters in the 2010s. » *Op. cit.*

ce qui est crucial pour les chaînes de télévision publique visant à maintenir des audiences élevées. Les experts, présentateurs et reporters impliqués dans la promotion directe des positions du Kremlin le font généralement en toute conscience. Plus ils sont connus, plus ils participent activement à la création des discours politiques.

Deux de ces présentateurs — Dmitry Kiselev et Arkady Mamontov — ont évolué de journalistes libéraux à conservateurs, épousant des concepts idéologiques développés par l'administration présidentielle. Les auteurs de l'article suggèrent que cela s'inscrit dans la continuité d'un processus amorcé en 1996, lorsque le journalisme libéral a conclu un accord avec l'État pour soutenir Boris Eltsine lors des élections présidentielles. D'une part, l'administration présidentielle a compris qu'elle pouvait contrôler les médias, et d'autre part, au sein des médias eux-mêmes, l'interdiction de collaborer directement avec l'État a été levée. Cela a conduit certains journalistes, en quête d'influence, à changer même leur position politique. Il est intéressant de noter que ceux qui l'ont fait sont devenus parmi les propagandistes anti-libéraux les plus actifs.

La grande majorité des personnalités et reporters des médias travaillant pour la télévision publique se considèrent comme les défenseurs du statu quo. Ils se voient comme des agents essentiels de la stabilité du pays. Leur mission est de rétablir l'ordre, en contraste avec la turbulence et le chaos des années 1990, sachant que ce narratif était crucial pour le Kremlin au moment où les auteurs de l'article ont mené leurs entretiens entre 2010 et 2013 : Poutine se faisait réélire après Medvedev, et ces élections, ainsi que celles de la Douma, ont conduit à des manifestations massives. L'administration présidentielle a dû modifier le narratif et le discours idéologique pour maintenir son pouvoir, ce qui nécessitait l'aide des chaînes de télévision fédérale.

Arkady Mamontov reconnaît de fait l'existence de l'autocensure à la télévision, mais il en attribue la responsabilité au peuple russe, qu'il considère comme non prêt pour des médias libres : « La liberté d'expression existe vraiment, mais elle n'est pas soutenue par la mentalité des gens. Leur mentalité est différente, elle est encore soviétique »⁹⁰. L'autocensure, selon Mamontov, est premièrement due au manque d'une culture de l'expression et de l'articulation de la critique, deuxièmement, à la réticence des créateurs de l'information sociale et politique en Russie à exprimer ce qu'ils pensent par crainte de conséquences imprévues.

⁹⁰ *Ibid.*

Admettre l'existence de l'autocensure n'empêche pas les journalistes interrogés par Schimpfössl et Yablokov d'affirmer qu'à la télévision (rappelons-le, c'était entre 2010 et 2013), on pouvait dire pratiquement tout. La seule véritablement censurée était celle des critiques négatives sur Vladimir Poutine. Les chaînes de télévision publique emploient même des équipes de reporters spéciaux pour gérer les apparitions de Poutine dans les programmes d'informations. Cette pratique remonte au début des années 2000, lorsque les chaînes fédérales ont créé l'image de Poutine comme le seul leader de la nation. Si une chaîne privée critique prudemment, comme le faisait parfois REN TV, le terme « président » est remplacé par « pouvoir »⁹¹. La journaliste Elizaveta Osetinskaya le confirme dans son interview de 2023 : « À cette époque, la 'double ligne continue' passait clairement par la famille du président. Il était remis en question que la personnalité du dirigeant du pays soit inséparable de son travail, il fallait faire la distinction »⁹².

En conclusion, Elisabeth Schimpfössl et Ilya Yablokov soulignent que le choix de devenir propagandistes ou non est fait volontairement par les journalistes. Ils choisissent avant tout la possibilité d'influencer leur audience.

Olga Zeveleva développe cette idée dans son article « Self-Censorship among Journalists in Tatarstan and in Crimea, a Comparative Analysis: Pierre Bourdieu and New Censorship Theory »⁹³, où elle décrit des cas d'autocensure basés sur la théorie des champs de Pierre Bourdieu⁹⁴. Elle analyse l'autocensure comme une architecture complexe et en constante recomposition des « frontières de l'expression », basée sur une compréhension floue des « règles du jeu » par les journalistes dans le champ journalistique et dans le champ du pouvoir. Les pratiques des journalistes sont étudiées non seulement dans le contexte de leur travail dans des rédactions spécifiques, mais aussi comme des pratiques d'acteurs sociaux agissant simultanément dans différents champs et accumulant des « capitaux » (ou ressources). Selon la théorie des champs de Bourdieu, les agents au sein des champs luttent pour le pouvoir et pour définir l'image du champ aux yeux des autres. L'analyse de la sphère

⁹¹ *Ibid.*

⁹² LOUTHCHENKO, Ksenia. « Elizaveta Ossetinskaya : "Nous sommes habitués à payer et à recevoir nous-mêmes un peu d'argent, et il n'y a rien de bon à ce sujet" », *Colta*. 29 novembre 2023. En ligne : <https://www.colta.ru/articles/revision/29741-elizaveta-oseinskaya-my-privykli-platit-malenkie-dengi>.

⁹³ ZEVELEVA, Olga. « Self-Censorship among Journalists in Tatarstan and in Crimea, a Comparative Analysis: Pierre Bourdieu and New Censorship Theory », *Laboratorium: Russian Review of Social Research*. 26 décembre 2020, vol.12 n° 3. En ligne : <http://www.soclabo.org/index.php/laboratorium/article/view/938>.

⁹⁴ BOURDIEU, Pierre. « The political field, the social science field, and the journalistic field » *Bourdieu and the journalistic field*, 2005, p. 29-47.

journalistique comme champ permet à Olga Zeveleva de comprendre non seulement ce pour quoi les journalistes se battent dans le cadre du champ, mais aussi de les voir dans un contexte plus large de relations sociales par l'interaction avec d'autres champs d'autant que, selon certains, le champ journalistique peut être considéré comme faisant partie du champ du pouvoir, comme l'affirment Benson et Neveu⁹⁵. Les journalistes qui accumulent beaucoup de capital symbolique (capital de légitimité et de reconnaissance, selon la classification de Bourdieu) sont plus réussis, tandis que la perte de capital conduit à la marginalisation du journaliste dans le champ. Ainsi, l'autocensure et le respect des frontières deviennent une stratégie productive, basée sur la peur des journalistes de perdre leur capital et, par conséquent, leur place dans la hiérarchie du champ. L'autocensure aide à éviter les sanctions et à obtenir des récompenses de la part des structures de pouvoir.

La censure, dans cette approche, est un signal de l'État, qui limite l'expression ou la punit en retirant différentes formes de capital du censuré. L'autocensure est une réponse à la censure, le respect des règles du jeu. Elle est développée sur la base des expériences passées de cet agent ou d'autres dans le même champ, qui ont perdu du capital en raison de la censure de l'État et ont élaboré des tactiques pour tenter d'éviter ces sanctions à l'avenir. Si l'autocensure cesse de fonctionner ou si l'État a besoin de changer les règles du jeu ou de les rappeler, il peut à nouveau envoyer un signal d'en haut, et les acteurs sociaux en bas interprètent ce signal comme une nouvelle installation des frontières.

L'autocensure peut fonctionner différemment en fonction du contexte et des capitaux qui sont importants dans un champ spécifique.

Cette approche me semble pertinente pour analyser les entretiens que j'ai menés, ainsi que pour les matériaux que j'ai recueillis sur Internet. La position de conservation du « capital » est la plus clairement formulée dans l'interview de Dmitry Boutrine, publiée sur Colta.ru, le 4 septembre 2023⁹⁶. Dmitry Boutrine, rédacteur en chef adjoint du *Kommersant*, explique comment le journal a survécu depuis le début de la guerre, mais il affirme que rien n'a vraiment changé au cours des 20 dernières années : « Tout est basé soit sur l'autocensure, c'est-à-dire la compréhension que si nous faisons cela, nous aurons des problèmes, soit sur la censure venant de l'intérieur de la rédaction et perçue comme une mesure de conservation.

⁹⁵ BENSON, Rodney et Erik NEVEU. « Introduction: Field Theory as Work in Progress » *Bourdieu and the Journalistic Field*, 2005, p. 1-28.

⁹⁶ LOUTHCHENKO, Ksenia. « Dmitry Boutrine : « Le lecteur veut maintenant des mensonges » », *Colta*. 4 septembre 2023. En ligne : <https://www.colta.ru/articles/revision/29728-dmitriy-butrin-chitatel-seychas-hochet-nepravdu>.

Personne ne dit : "Je viens de l'actionnaire, et vous ferez donc cela". Non, la principale motivation est toujours la même qu'avec Vassiliev⁹⁷ il y a 20 ans : les gars, si nous publions cela, ils nous mangeront. Et ils peuvent, et ils nous mangeront le cas échéant, et nous le savons ». Mon enquêté Piotr confirme cet état d'esprit : l'essentiel est de ne pas se mettre en danger, « *ne podstavlyatsa* ». Dix ans se sont écoulés depuis que Piotr a travaillé à *Kommersant*. En dix ans, la situation a radicalement changé : beaucoup de choses qu'il était possible de dire à l'époque sont aujourd'hui difficilement envisageables. Si Boutrine ne ressent vraiment pas de censure et ne reçoit pas d'interdictions ou de directives directes, son « *adekvatnost* » a considérablement changé. Les frontières de son autocensure ont bougé.

À la question de savoir quelles sont les menaces liées à la violation des règles et ce qui se passerait en l'absence d'autocensure, Dmitry Boutrine répond : « La préservation de soi, la préservation de ses revenus, de son estime de soi, de ses espoirs, de son histoire, etc. C'est la partie personnelle. Ajoutez à cela la préservation en tant que champ collectif et vous obtiendrez une image complète ». En même temps, Boutrine reconnaît que le statut social du journaliste en Russie a changé, liant cette évolution non pas à l'avènement du pouvoir autoritaire, mais à la démocratisation de la profession et à l'apparition des réseaux sociaux. Il semblerait que, dans une telle situation, il ne soit pas si effrayant de perdre son statut. Pourtant, Boutrine, qui travaille chez *Kommersant* depuis 1990, exprime une appréhension : « C'est effrayant. J'ai passé toute ma vie ici, et maintenant je vais me retrouver à la rue ? ». En d'autres termes, nous voyons que le journaliste cherche à préserver son capital, même s'il ne le considère pas comme particulièrement précieux.

Contrairement aux présentateurs de télévision interviewés par Elisabeth Schimpfössl et Ilya Yablokov⁹⁸, Boutrine ne cherche pas à augmenter son « capital », mais seulement à le préserver. Pourtant, lui aussi ressent le besoin de justifier l'autocensure en affirmant que la liberté dans les médias n'a jamais existé en Russie : « Je n'ai pas connu de moment où il n'y avait pas de régime sanglant, où nous étions libres. Et quand on me demande : "Alors, c'est dur pour vous ?" — je réponds : "Oui, à certains égards, bien sûr, la vie est devenue complètement dégradée, mais dans l'ensemble, c'est à peu près la même chose." »

⁹⁷ Andrei Vassiliev, rédacteur en chef et directeur général de *Kommersant* de 2001 à 2005 et de 2006 à 2010.

⁹⁸ SCHIMPFÖSSL, Elisabeth et Ilya YABLOKOV. « Coercion or Conformism? Censorship and Selfcensorship among Russian Media Personalities and Reporters in the 2010s. » *Op. cit.*

Tout comme les présentateurs de télévision cités par Schimpfössl et Yablokov, Boutrine estime qu'il remplit une mission nécessaire dans la situation actuelle : « Pour moi, la tâche de chroniqueur reste pertinente. Et notre fonction principale est toujours de dire aux gens qui travaillent au sein du pouvoir et autour du pouvoir ce qu'ils font et ce qu'ils accomplissent. Puisque le pays est centré sur l'État, nous devons comprendre ce que fait le pouvoir et le raconter à quiconque veut le savoir »⁹⁹.

Des processus similaires se sont produits non seulement dans le journalisme russe, mais également dans le champ culturel et le champ éducatif. En se justifiant par leur mission — la possibilité de créer pour leurs spectateurs, lecteurs, élèves et étudiants un espace de vie alternatif, non directement lié au narratif de l'État — les employés des institutions culturelles faisaient des compromis avec le pouvoir. « La politique était repoussée en dehors de la vie publique, les conversations politiques devenaient presque indécentes. Car “nous ne pouvons pas changer le régime, mais nous pouvons créer un musée innovant, fonder une école où l'on enseigne avec une méthode progressive.”¹⁰⁰ » La situation n'est pas statique et la frontière entre ce qui est permis et ce qui ne l'est pas se déplaçait progressivement et assez imperceptiblement pour les participants au processus. L'État exigeait de plus en plus de concessions et finissait par violer les accords tacites et appliquer des répressions.

L'autocensure a constitué le cœur des mécanismes de ces compromis pour les journalistes aux dispositions variables à faire des compromis. Maxime Trudolyubov, ancien chef du département des commentaires du journal *Vedomosti*, et actuellement rédacteur en chef de *The Russia File* (au Kennan Institute) ainsi que rédacteur de la section « Idées » à *Meduza*, a décidé qu'il fallait chercher une alternative au journalisme et faire une carrière académique dans les études médiatiques dès la fin des années 2000 : « C'est devenu évident où cela allait après la guerre avec la Géorgie. Je n'avais absolument aucun doute. Je ne pensais bien sûr pas à la guerre. Je pensais qu'ils allaient progressivement fermer le pays »¹⁰¹. Trudolyubov considère qu'un problème majeur du journalisme russe repose sur le fait que les équipes n'ont pas changé depuis de nombreuses années dans de nombreux médias (voir à titre d'exemple le

⁹⁹ LOUTHCHENKO, Ksenia. « Dmitry Boutrine : « Le lecteur veut maintenant des mensonges » », *Colta*. 4 septembre 2023. En ligne : <https://www.colta.ru/articles/revision/29728-dmitriy-butrin-chitatel-seychas-hochet-nepravdu>.

¹⁰⁰ NARINSKAYA, Anna. « La vie culturelle de Moscou : après le bal chez Satan », *The Moscow Times*. 21 octobre 2023. En ligne : https://storage.googleapis.com/gsc-link-dev/www.moscowtimes.ru/76f41c5c.html?fbclid=IwAR1iFWs4kuSXGBI9fdV1ui9QYq0HU1AnngkEMn0Dqd6GxinHu01GYiBheyQ_aem_AQAHQke1LS9tAJDaanIJtm63HGrwjYsv12da0w8YSONR8oSwcZgkF1IC05wPdjNhyU.

¹⁰¹ LOUTHCHENKO, Ksenia. « Maxime Trudolyubov: «la Polarisation ne fera que s'approfondir» ». *Op. cit.*

cas de Dmitry Boutrine, qui a travaillé à *Kommersant* pendant 30 ans), et sont persuadées d'être garantes des valeurs de l'institution. Comme le précise Maxime Trudolyubov, « Si tu comprends que la logique de préservation de l'institution commence à se transformer en une logique de préservation de toi au pouvoir, alors tout se transforme en son contraire. Tu preserves les murs de l'organisation respectable, mais en réalité une substance trouble a déjà rempli tes murs préférés de l'intérieur »¹⁰². Un autre problème soulevé par Maxime Trudolyubov est celui du manque d'intégrité des professionnels de la presse : « les gens qui ont commencé à dominer sont ceux qui ne croient catégoriquement en rien. Ils ne croient pas qu'il soit possible d'avoir des convictions et des principes durables, mais seulement un commerce sans fin, un règlement de comptes et une lutte pour le statut »¹⁰³. C'est donc cette même recherche de préservation et d'augmentation du « capital », pour reprendre le cadre analytique de Bourdieu, qui semble dominante.

Jusqu'en 2016, il y avait une volonté de faire des compromis pour préserver le statu quo ou pour réaliser sa mission. Françoise Daucé considère qu'« Entre l'exercice d'une domination politique contraignante et l'héroïsation des journalistes engagés contre le pouvoir, des compromis plus ordinaires peuvent exister... Il ne s'agit pas tant d'éviter le politique dans la montée en généralité vers le public que d'exprimer la critique en des termes acceptables pour le lecteur comme pour les autorités »¹⁰⁴. La menace était ressentie, mais pour la majorité, elle restait indéfinie. Après 2016, les menaces envers les journalistes sont devenues plus tangibles, comme nous l'avons vu dans la première partie de ce travail. Cela a suscité un mouvement au sein de la communauté journalistique. Au moment où la question de préserver son capital cesse de l'emporter sur les arguments éthiques professionnels et personnels, le journaliste ou le manager des médias refusent de faire davantage de compromis ce qui produit en retour une réponse répressive contre les journalistes ou les médias.

Revenons à la question posée au début de ce chapitre : « Comment les journalistes perçoivent-ils l'autocensure ? ». D'après de nombreuses interviews — publiées dans des études, données par les journalistes eux-mêmes, ainsi que des entretiens que m'ont accordés, l'autocensure n'est pas un sujet de fierté journalistique. En avouant qu'ils utilisent l'autocensure, les journalistes essaient de se justifier. Soit par des restrictions externes réelles

¹⁰² *Ibid.*

¹⁰³ *Ibid.*

¹⁰⁴ DAUCÉ, Françoise. « Éprouver le Politique dans un Média Russe : La Délicate Élaboration des Nouvelles en Conférence de Rédaction », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*. 22 décembre 2017, N° 48 n° 3. p. 159-182. En ligne : <https://www.cairn.info/revue-d-etudes-comparatives-est-ouest1-2017-3-page-159.htm?ref=doi>.

soit par le fait que la liberté d'expression est en principe impossible, et qu'il faut toujours s'adapter aux situations diverses. Parmi ces professionnels des médias, il y a des journalistes qui considèrent (ou considéraient) l'autocensure comme la norme. Le plus souvent, ils ne l'admettent pas, mais décrivent les manifestations de cette autocensure de manière similaire, ce qui a permis à Elisabeth Schimpfössl et Ilya Yablokov d'introduire le terme « *adekvatnost* ». « *Adekvatnost* » n'est pas pour autant un concept statique, les frontières du compromis se déplaçaient constamment. Pour certains journalistes, ces frontières se déplaçaient jusqu'à rencontrer des manifestations répressives de l'État et une censure directe, pour d'autres, elles se déplacent encore.

Conclusion

L'autocensure est généralement définie dans les recherches par le concept de censure : des restrictions à la liberté d'expression imposées à l'individu ou au collectif par des forces extérieures. La nature de ce lien reste encore un sujet de discussion. Elle est par ailleurs plus difficile à conceptualiser, son fonctionnement plus difficile à décrire et à documenter dans le cadre d'une recherche empirique. Les nouvelles théories de la censure apportent de nouvelles perspectives tant heuristiques que méthodologiques. Ainsi, la censure, selon Matthew Bunn, est une norme intégrée dans toutes les relations sociales. Elle ne s'active que lorsque l'autocensure cesse de fonctionner. N'étant pas toujours conditionnée par une censure directe, elle peut être le résultat de règles personnelles, professionnelles ou éditoriales, parfois difficiles à objectiver par les acteurs concernés eux-mêmes.

Selon de nombreuses recherches, des journalistes considèrent l'autocensure comme la norme, mais ne sont pas fiers de la pratiquer. En avouant qu'ils la pratiquent, ils essaient de se justifier soit par des restrictions externes réelles, soit par le fait que la liberté d'expression est en idéal impossible à atteindre complètement.

Ce sentiment est en grande partie lié à l'héritage historique soviétique de la censure d'État, à la crise des médias et à la pratique de l'intervention non libérale de l'État, mélangés aux pratiques typiques des marchés libres.

L'autocensure pratiquée en Russie — cette « *adekvatnost* », déjà mentionnée à plusieurs reprises dans ce travail — peut être mise en lien avec le concept introduit par Pierre Bourdieu de « sens du jeu » (ou « sens de la position »). « *Adekvatnost* » implique en effet un certain

capital social et culturel, des compétences pour développer des stratégies de contournement et de jouer des coups, pour reprendre le vocabulaire de Bourdieu afin de tirer le maximum de profit en termes de notoriété, de réputation, etc. Tout en reposant sur un « système des stratégies de reproduction [...] constitutif d'un mode de reproduction »¹⁰⁵, « *adekvatnost* » ne suppose pas un contrôle strict et repose sur une obéissance anticipée mouvante selon les contextes.

Le respect par le journaliste des « règles du jeu » devient, en termes de théorie des champs, un moyen de préserver son « capital » dans la hiérarchie du champ journalistique et du champ du pouvoir.

Si l'autocensure cesse de fonctionner ou si l'État doit changer les règles du jeu ou les rappeler, il peut envoyer un signal d'en haut, et les agents sociaux d'en bas interprètent ce signal comme une nouvelle fixation des frontières.

Au moment où la question de préserver son capital cesse de l'emporter sur les arguments éthiques professionnels et personnels, le journaliste ou le manager des médias refuse de faire davantage de compromis.

¹⁰⁵ BOURDIEU Pierre, *La noblesse d'État*, Paris, Éd. de Minuit, 1989, p. 386.

Chapitre III. L'Autocensure à travers l'analyse des entretiens sociologiques individuels

Revenons à la question posée au début de la deuxième partie de ce travail : l'autocensure était-elle un moyen de survie pour les journalistes dans les années 2010, alors que la réalité autour d'eux changeait progressivement, ou était-elle l'une des causes de ce changement de réalité ? Il est probablement impossible de répondre de manière définitive. Cependant, nous pouvons examiner des cas de manifestation de l'autocensure et essayer de comprendre ce qui influence les journalistes, s'ils étaient guidés par l'idée de préserver leur capital journalistique et s'ils parvenaient à le conserver.

Évidemment, il existe une grande variété des attitudes des journalistes tout comme des conditions dans lesquelles exercent leur métier. On peut supposer que beaucoup dépend du média dans lequel travaille le journaliste : est-il fédéral ou régional, privé ou public, a-t-il une grande audience ou une audience restreinte, quelles sont ses relations avec le pouvoir ? Il est intéressant de noter que la spécialisation du média n'est pas si importante, le renforcement du contrôle de l'État étant observé dans tous les domaines.

Le journaliste lui-même semble avoir une grande liberté dans l'application des règles du jeu : certains sont prêts à faire des compromis, d'autres sont plus inflexibles, certains privilégient la sécurité, d'autres le militantisme ou la carrière.

Des conditions extérieures jouent également un rôle dans l'application de l'autocensure : le journaliste ou le média pour lequel il travaille a-t-il reçu des menaces de la part des autorités ou seulement des insinuations ? A-t-il été témoin de cas de censure et de persécutions ?

J'ai essayé de prendre en compte tous ces facteurs en préparant les entretiens dans le cadre de cette recherche. Parmi plusieurs profils pour les entretiens, j'en ai choisi deux. Les deux journalistes avaient une expérience de confrontation avec la censure et les deux se trouvent actuellement hors de Russie. Les entretiens avec eux, enregistrés sur dictaphone et intégralement transcrits et partiellement traduits du russe en français, ont constitué la base empirique de ce travail.

La durée de chaque entretien était de 2 à 3 heures. Un entretien a été réalisé en personne, l'autre en ligne. Une attention particulière a été accordée aux récits des répondants décrivant

les pratiques d'interaction au sein des médias — avec leurs collègues, la direction – et celles de la direction avec les propriétaires des médias et les représentants du pouvoir. Je m'intéressais aux récits sur ce qui aidait les journalistes à progresser dans leur carrière et à résoudre les situations conflictuelles liées à la censure et à créer des contenus qu'ils percevaient eux-mêmes ou d'autres percevaient comme réussis.

La question des limites des discours possibles — tant privés que publics — a été abordée séparément. Dans les entretiens, des questions ont été posées sur les cas de censure. Les réponses contenaient souvent des exemples d'autocensure. La question directe sur l'autocensure a été posée, mais seulement à la fin de l'interview, pour éviter d'influencer les réponses aux autres questions. De plus, j'ai prêté une attention particulière à la description des pratiques journalistiques et aux commentaires dans lesquels étaient utilisés les mots « peut », « ne peut pas », etc., dans le contexte de la discussion des publications journalistiques.

Les entretiens ont été structurés sous forme de récit chronologique, ce qui a permis de voir l'évolution des relations de mes répondants avec la censure et l'autocensure dans le contexte des changements survenus en Russie à la fin des années 2000 et dans les années 2010.

Certains des cas décrits sont des rapports de mes interlocuteurs sur les pratiques observées ; d'autres sont basés sur leurs généralisations sur l'autocensure qu'ils appliquaient eux-mêmes ou d'autres personnes. Bien que ces deux entretiens ne reflètent pas directement et entièrement la pratique de l'autocensure, elles illustrent ce que mes enquêtés considèrent comme l'autocensure en Russie. On peut raisonnablement supposer que les cas d'autocensure présentés et analysés dans ce travail n'épuise pas l'éventail des formes possibles d'autocensure, mais ils indiquent des directions pour une compréhension scientifique plus approfondie de ce phénomène dans le journalisme russe.

Piotr ou une stratégie au cœur des grands médias fédéraux

Piotr est arrivé au journal *Kommersant* en 2003, en tant que stagiaire dans le service des sports. De 2004 à 2006, il a travaillé comme correspondant pour le journal *Buisness*. En 2007, il a travaillé pour l'édition ukrainienne de *Kommersant*, où il a dirigé la section des affaires et a été rédacteur au chef adjoint. De la fin de 2007 à 2015, il a travaillé à *Kommersant* à Moscou, dans le service des affaires. Les deux dernières années (2013-2015), il a été rédacteur en chef adjoint du site, dirigeant la rédaction en ligne. De 2015 à 2016, il a

été rédacteur en chef adjoint du journal *RBC*. De 2016 à 2017, il a été rédacteur en chef adjoint du magazine en ligne *Republic*. Depuis 2017, il est rédacteur en chef adjoint du projet *The Bell*.

La carrière de Piotr illustre les principales étapes du développement du journalisme d'affaires en Russie. Il a commencé sa carrière dans l'un des journaux les plus connus. Il a travaillé en Ukraine, quand les affaires russes s'y intéressaient. Puis, il a occupé des postes de direction au sein de *Kommersant*, mais à une époque où le journal était en crise. Il est parti pour *RBC*, média qui essayait de devenir le principal journal du marché. Il a été licencié avec toute la rédaction après la publication des Panama Papers. Ayant participé à la création d'un média d'affaires indépendant, plus tard reconnu comme « agent étranger », il a enfin émigré.

Tout au long de sa carrière, Piotr a beaucoup interagi avec ses collègues et la direction. Il participait à des réunions informelles et s'efforçait de respecter les règles établies au sein de l'équipe. Pour lui, le capital journalistique était toujours à la fois personnel et collectif. C'est pourquoi ses évaluations et ses actions coïncident souvent avec celles de ses collègues. Son entretien offre une occasion unique de découvrir la politique interne et les particularités du travail de deux importants journaux dans les années 2010 : *Kommersant* et *RBC*. Il est également intéressant de comparer ces pratiques avec celles des années 2000. Les premières questions de l'entretien portaient donc sur les débuts de la carrière de Piotr, les relations de *Kommersant* avec le monde extérieur et la censure.

À la question de savoir si l'administration présidentielle réglementait la politique éditoriale de *Kommersant* dans les années 2000, Piotr a répondu que, travaillant dans le département des affaires du journal, il ne remarquait pas de pression et ne se souvenait que de quelques cas où un article était imposé d'en haut. Selon Piotr, le journaliste chargé d'écrire l'article essayait de saboter sa publication et recevait pour cela une réprimande. Un peu plus souvent le directeur général du journal transmettait la demande du propriétaire de parler de quelque chose ou, au contraire, de ne pas couvrir un événement. « Rien de comparable en termes d'ampleur à ce qui a commencé au milieu des années 2010, bien sûr, il n'y en avait pas et il ne pouvait pas y en avoir, car chaque situation de ce genre se transforme en scandale très désagréable au sein de la rédaction¹⁰⁶. » Autrement dit, nous voyons que les journalistes à la fin des années 2000 tentaient de défendre leurs frontières lorsque le propriétaire du journal ou l'administration présidentielle les violait.

¹⁰⁶ Entretien de l'auteur avec Piotr, 13 mars 2024.

En 2010, la pression du propriétaire du journal sur la politique éditoriale a commencé à augmenter : Alisher Usmanov a commencé à étendre ses affaires, a acheté une part de Facebook, la société de téléphonie mobile Megafon, et est entré en conflit avec d'autres hommes d'affaires et oligarques. Dans ces conflits, il essayait d'impliquer son média, *Kommersant*. Cette pression n'était toutefois pas brutale. Il s'agissait d'un système de contrats, comme lorsqu'un journaliste obtient une exclusivité, mais on attendait de lui qu'il présente la position du propriétaire sous un jour plus favorable. Ici, nous voyons l'accumulation de ce « capital » que les journalistes recevaient en échange de petites concessions, y compris de l'autocensure.

Selon Piotr, l'administration présidentielle agissait de la même manière. « Alexeï Alexeïevitch Gromov, qui supervisait *Kommersant*, s'efforçait toujours de montrer qu'il jouait selon les règles journalistiques. Le journaliste qui faisait quelque chose pour le Kremlin devait partir satisfait. Ils étaient manipulés¹⁰⁷. »

Une de ces « manipulations » était la participation des rédacteurs en chef aux réunions régulières de l'Administration présidentielle. « Viatcheslav Volodine¹⁰⁸ rencontrait les journalistes. De manière tout à fait officielle. Une fois tous les deux ou trois mois¹⁰⁹. C'est comme une mini-réunion annuelle de Poutine avec les rédacteurs en chef. Volodine leur transmettait quelque chose en tant que faiseur de nouvelles. Son expression favorite était que la vie est une rue à double sens. Les rédacteurs en chef lui demandaient quelque chose dont leurs médias avaient besoin, et lui leur expliquait ce qui déplaisait à l'administration¹¹⁰. »

Piotr pense que jusqu'au début de la guerre, les autorités russes essayaient d'utiliser la violence directe contre les journalistes aussi rarement que possible et déployaient beaucoup d'efforts et d'argent pour dissimuler la censure sous une autre forme. « Cela fonctionnait si bien parce que beaucoup de personnes intelligentes, des spécialistes en relations publiques compétents, y travaillaient depuis longtemps¹¹¹. »

Cette politique a porté ses fruits. Les journalistes se sentaient obligés de respecter les règles du jeu, comme dans le contexte de l'annexion de la Crimée. À ce moment-là, Piotr était de

¹⁰⁷ *Ibid.*

¹⁰⁸ Viatcheslav Volodine était, jusqu'en octobre 2016, premier adjoint du chef de l'Administration présidentielle.

¹⁰⁹ Voir, par exemple, l'article NIKITINSKY, Leonid. « Premier adjoint et les dix derniers », *Novaya Gazeta*. 14 mars 2015. En ligne : <https://novayagazeta.ru/articles/2015/03/14/63403-pervyy-zam-i-poslednie-desyat>.

¹¹⁰ Entretien de l'auteur avec Piotr, 13 mars 2024.

¹¹¹ *Ibid.*

service et responsable de la publication des nouvelles sur le site du journal *Kommersant* : « À 20h00, les nouvelles commencent à tomber. Nous faisons une retransmission en direct, postons des messages de sources ukrainiennes. Mikhaïlin [alors rédacteur en chef du journal *Kommersant*] appelle et dit : arrêtez la retransmission. Nous ne publions rien. Mais ce n'est pas juste que nous ne publions rien. Nous ne publions rien tant qu'un représentant russe n'aura pas formulé la position officielle. Même dans un moment aussi complexe, il doit y avoir deux opinions. Ce sont les règles du jeu journalistique, maintenant asseyez-vous et taisez-vous. Bien sûr, personne ne nous invitait à une discussion. Mais l'interdiction de la retransmission était enveloppée dans ces règles journalistiques. Nous sommes donc restés assis jusqu'à deux heures du matin, sans pouvoir écrire quoi que ce soit, jusqu'à ce qu'un clown sorte et dise quelque chose. Après cela, nous avons commencé à écrire ce que nous voulions »¹¹².

Souvent, les instructions de l'administration présidentielle ne venaient pas directement, se manifestant à travers le propriétaire du journal, Alisher Usmanov, et ses managers. On disait que l'administration présidentielle avait imposé l'achat de *Kommersant* à Usmanov afin qu'il soit responsable de ce que publiait le journal et qu'il le contrôle.

Le manager — le rédacteur en chef ou le directeur général — jouait le rôle de médiateur entre les journalistes et le propriétaire du journal. À *Kommersant*, il y avait des périodes où ces deux postes étaient occupés par une seule personne, ce qui, du point de vue de l'éthique journalistique, est très contestable, le rédacteur en chef étant responsable du contenu et du respect de l'éthique journalistique, tandis que le directeur général de l'argent et du fonctionnement de l'ensemble de l'entreprise.

Piotr raconte comment le manager transmettait les souhaits du propriétaire de *Kommersant* aux journalistes : « Cela était formulé en ces termes : "*ne podstavlyatsa*" (ne se mettre pas sous le choc, en danger). Ceux qui transmettaient la volonté des actionnaires au sein de la rédaction essayaient toujours de créer l'impression que les journalistes devaient agir de concert. L'actionnaire est une force externe qui essaie d'influencer la rédaction. Nous sommes sous la pression de forces extérieures hostiles, et nous devons ne pas nous exposer »¹¹³. Ne pas s'exposer, c'est-à-dire ne pas donner de raison pour être accusé de quoi que ce soit, ne pas provoquer de conflit. « *Ne podstavlyatsa* », dont parle Piotr, est similaire

¹¹² *Ibid.*

¹¹³ *Ibid.*

au terme « *adekvatnost* », introduit par Elisabeth Schimpfössl et Ilya Yablokov¹¹⁴, et implique un « sens du jeu » (ou « sens de la position »), dont Pierre Bourdieu a écrit.

Quelle est la menace de ne pas respecter les règles tacites ? Que se passe-t-il si on s'expose ? À Piotr de répondre : « Il y aura simplement un scandale, ou tu seras licencié, ou je ne sais quoi. C'est flou »¹¹⁵. Piotr ne se souvient pourtant pratiquement pas de cas concrets. Les règles du jeu étaient généralement respectées.

« Pour moi, il y avait surtout de telles situations pendant mon travail sur le site [poursuit-il]. Parce que tout passait par nous. Probablement, si je n'avais pas suivi les instructions de la direction, je n'aurais simplement pas travaillé. Si je n'avais pas suivi les instructions de la direction trois ou quatre fois de suite, j'aurais probablement été licencié. Parce que qui a besoin d'une personne qui sabote constamment. Bien sûr, je ne suivais pas toutes les instructions, certaines pouvaient être contestées. Mais pas lorsque tu comprenais que ces situations étaient d'une importance capitale pour la direction et pour ceux qui lui avaient donné ces instructions¹¹⁶. »

Les interdits portaient toujours sur la publication d'insultes personnelles contre Poutine et d'informations sur ses proches. Elizabeth Osetinskaya, qui a travaillé à des postes de direction au journal *Vedomosti*, au magazine *Forbes*, sur le site de *RBC*, en parle aussi dans une interview à *Colta.ru* : « La ligne rouge passait clairement par la famille du président. On remettait en question l'idée que la personnalité du dirigeant du pays était indissociable de son travail, il fallait les séparer »¹¹⁷.

Selon Piotr, la plupart des situations où l'autocensure intervenait concernaient une zone frontière : « Tu comprenais toujours qu'il y avait une frontière, au-delà de laquelle commençait une zone dangereuse. Il y a une case à cocher, au-delà duquel tu es sûr que tu obtiendras pour cela¹¹⁸ ».

La situation dans le pays changeait et les frontières de la zone dangereuse changeaient aussi. Après les élections à la Douma d'État de 2011, quand il est devenu définitivement clair que Poutine revenait au pouvoir, il n'était plus possible de parler librement de politique. Le

¹¹⁴ SCHIMPFÖSSL, Elisabeth et Ilya YABLOKOV. « Coercion or Conformism? Censorship and Selfcensorship among Russian Media Personalities and Reporters in the 2010s. » *Op. cit.*

¹¹⁵ Entretien de l'auteur avec Piotr, 13 mars 2024.

¹¹⁶ *Ibid.*

¹¹⁷ LOUTHCENKO, Ksenia. « Elizaveta Ossetinskaya : "Nous sommes habitués à payer et à recevoir nous-mêmes un peu d'argent, et il n'y a rien de bon à ce sujet" ». *Op. cit.*

¹¹⁸ Entretien de l'auteur avec Piotr, 13 mars 2024.

rédacteur en chef du journal *Kommersant* a trouvé comment faire en sorte pour que les journalistes ne soient pas aussi souvent confrontés à l'autocensure et qu'il n'ait pas à entrer aussi souvent en conflit, tant au sein de la rédaction qu'avec le propriétaire du journal et l'administration présidentielle : « Mikhaïline a dit, faisons une réforme du journal. La politique dans le pays est terminée, Poutine a gagné, l'opposition a perdu. Maintenant, jusqu'en 2018, il n'y aura plus de politique, donc enlevons-la des premières pages du journal. Maintenant, le journal commencera avec des informations économiques et commerciales, puis viendront les pages politiques »¹¹⁹. Ainsi, l'autocensure est devenue la politique éditoriale du journal *Kommersant*, qui a tenté de se retirer du champ politique. Cela aurait aussi été un signal aux lecteurs du journal — ne vous occupez pas de politique, elle n'est pas importante et inutile.

Cependant, cette décision n'a finalement pas été adoptée, car les journalistes se sont indignés. À la fin de 2011, lorsque le scandale avec la publication du bulletin de vote corrompu par Maxime Kovalsky dans le magazine *Vlast* (qui faisait partie de la même maison d'édition que le journal *Kommersant*) a éclaté, Alisher Usmanov devait montrer aux journalistes qu'il n'y avait pas de censure. Usmanov a annulé la décision de Mikhaïline. Selon Piotr, rien n'a changé. La politique est quand même passée au second plan dans le journal, même si ce n'était pas littéralement.

Nous voyons ici une des réponses à la question posée au début du chapitre précédent — l'autocensure était-elle un moyen de survie ou bien l'une des causes du changement de la réalité. En se retirant du champ politique, un journal populaire et influent pouvait tout à fait modifier la perception de la réalité de ses lecteurs. Il est évident qu'on ne peut pas attribuer l'apolitisme des citoyens russes uniquement à la décision du rédacteur en chef du journal *Kommersant*. Le désenchantement politique relève d'une socialisation plurielle et plus longue. Force est néanmoins de constater que de nombreux médias avaient déjà augmenté la part de contenu divertissant ou cherchaient à éviter les sujets sensibles. Nous pouvons donc formuler l'hypothèse que l'abandon de la politique était lié à la tentative de préserver le « capital » journalistique général des médias, et cela a sans aucun doute changé la réalité : rien formellement n'empêchait les membres de la société de cesser de s'informer sur la politique et de s'y intéresser.

¹¹⁹ *Ibid.*

L'idée de « *ne podstavlyatsa* » et de préserver les médias n'était pas seulement présente à *Kommersant*. Lorsque Piotr est passé dans un média plus libre, comme il le pensait, à *RBC*, des réunions régulières étaient organisées avec le directeur général Derk Sauer. Il assistait à des réunions avec les représentants de l'administration présidentielle et informait la rédaction des résultats de ces rencontres. À ce moment-là, *RBC* se consacrait au journalisme d'investigation. Les plaintes de l'administration présidentielle augmentent. Piotr se souvient des propos de Derk Sauer : des « temps difficiles » étaient arrivés. Il fallait être plus prudent, ne pas s'exposer, vérifier soigneusement les informations. Et en général, il disait toujours : « vous avez appris à écrire de manière excellente, à dénoncer les méchants. Mais il faut aussi écrire plus de bonnes choses, plus de contenus positifs. Nous sommes un média économique, et chez vous, il y a toujours des histoires sur les filles de Poutine et les Kovaltchouk »¹²⁰.

Cependant, les journalistes de *RBC*, qui pensaient avoir créé un média d'investigation important, ne pouvaient pas s'arrêter, le compromis devant trop grand pour être assumé. Le fait qu'ils agissaient en front uni a aussi joué un rôle crucial : « Probablement, un mois avant que tout ne se termine et que la rédaction ne parte, il est devenu clair que la prochaine fois serait la dernière. Nous en avons discuté dans notre cercle restreint. Nous avons tous plus ou moins pensé qu'il n'y avait aucun sens à faire des compromis. Il était évident que si nous faisons un compromis, nous devrions toujours travailler ainsi. Nous avons discuté et décidé que, si cela arrivait, nous démissionnerions tous »¹²¹.

Ce n'est pas la même chose que de résister seul au système et de risquer de perdre son emploi et avec lui son « capital ». En prenant leur décision, les journalistes de *RBC* choisissent entre deux « capitaux » : le premier — un emploi stable dans un média connu ; le second — l'appartenance à un groupe de « rebelles », prêts à ne pas faire des compromis avec le pouvoir. La rédaction a choisi le second. On peut ici rappeler les mots du rédacteur en chef adjoint du journal *Kommersant*, Dmitry Boutrine, dont l'interview a été citée dans la précédente partie de ce travail, sur la raison pour laquelle il fait des compromis : « L'auto-préservation, la préservation de ses revenus, de son estime de soi, de ses espoirs, de son histoire, etc. C'est la partie personnelle. Ajoutez à cela l'auto-préservation en tant que champ collectif — et vous aurez une image complète »¹²². À un certain moment, Boutrine a choisi le premier « capital » et continue de le faire.

¹²⁰ *Ibid.*

¹²¹ *Ibid.*

¹²² LOUHCENKO, Ksenia. « Dmitry Boutrine : Le lecteur veut maintenant des mensonges ». *Op. cit.*

Il convient de souligner que lorsque Piotr, avec une partie de l'équipe de *RBC*, a créé un nouveau média, la préservation et le développement de ce média sont devenus pour eux une priorité, et la pratique de l'autocensure s'est poursuivie et ce pour les mêmes raisons que Boutrine, c'est-à-dire le désir de se préserver en tant que champ collectif. La pratique de l'autocensure a continué jusqu'à ce que tous les employés du nouveau média quittent la Russie et même après tant que le média avait encore des annonceurs en Russie.

Dmitry ou une stratégie d'autonomie à l'écart

Mon deuxième enquêté, Dmitry, a également commencé sa carrière dans le journalisme au début des années 2000 au journal *Stolichnaya vechernyaya gazeta* (*Journal métropolitain du soir*), où certains journalistes de *Kommersant* étaient partis pour créer leur propre média. Il a ensuite travaillé à *Politicheskiy journal* (*Journal politique*) (2004-2006), puis à partir de 2007 à *Russkiy reporter*. Après 2014, Dmitry s'est consacré en tant que pigiste aux enquêtes journalistiques pour la *Novaya Gazeta*. En 2021, il a quitté la Russie.

Pour Dmitry, le collectif dans lequel il travaille ne devient pas le centre de sa vie. Toute la carrière de Dmitry consiste en l'acquisition de son propre « capital ». En Russie, il a toujours essayé de rester à l'écart, voyageant beaucoup en mission, ne participant pas aux réunions informelles, et ne cherchant pas l'amitié avec la direction. Comme Piotr, Dmitry n'est pas journaliste de formation. Les normes éthiques journalistiques qu'il suit, il les formule lui-même. À *Stolichnaya vechernyaya gazeta*, où Dmitry travaillait en 2003, il y avait une section « lettres des lecteurs ». L'une des tâches de Dmitry était de remplir cette section avec des lettres et des réponses. Selon lui, peu de lettres arrivaient, et celles qui arrivaient ne pouvaient pas être publiées. Dmitry est fier d'avoir inventé un système : quelqu'un de ses connaissances envoyait une lettre au journal une fois par semaine, et Dmitry y répondait dans les pages du journal. Il estime qu'il agissait assez honnêtement car contrairement à de nombreux journalistes dans des situations similaires, il n'invente pas les lettres, il les organisait « seulement ». Cet exemple démontre clairement l'absence d'un code éthique unique : chacun formule ses propres notions de ce qui peut ou ne peut pas être fait.

Si Dmitry voyait que les normes éthiques étaient violées par ses collègues, il les condamnait, mais n'entraînait pas en conflit et n'exprimait pas son point de vue, car cela ne le concernait pas directement. À *Stolichnaya vechernyaya gazeta*, il avait un collègue qui publiait des

interviews entièrement inventées avec des personnalités étrangères, ce dont personne dans la rédaction, à part Dmitry, ne se doutait.

Avant la fermeture rapide par rapport à sa création de *Stolichnaya vechernyaya gazeta*, un changement de rédacteur en chef a eu lieu. Avec le nouveau rédacteur en chef, Alexandre Koupriyanov¹²³, les règles du jeu ont changé. Et elles n'ont pas plu à Dmitry : « Il m'a convoqué dans son bureau, et je vois un fonctionnaire en costume assis devant moi. Et il me dit : "Souvenez-vous de mes paroles. La chose la plus importante dans la vie, c'est le respect." Et il me lance un rayon de soleil dans les yeux avec sa montre Rolex. Ça ne m'a pas du tout plu, et j'ai démissionné »¹²⁴.

Le prochain lieu de travail de Dmitry était *Politicheskij journal*, publié par Gennady Semigine. Ancien chef du parti Patriotes de Russie, il est actuellement chef du comité des affaires nationales de la Douma. « C'était une époque où il était encore possible d'atteindre quelque chose en politique par l'auto présentation extérieure, et pas seulement par l'administration présidentielle¹²⁵. » Semigine publiait régulièrement ses textes dans le magazine mais le lecteur ne devait pas douter de la différence entre le texte éditorial et le texte de Semigine. Cependant, en général, Semigine ne s'intéressait pas à la politique éditoriale du magazine. *Politicheskij* n'était pas un grand Média. Par conséquent, la relation entre ses journalistes et le propriétaire est un cas intéressant. Dmitry pense que de telles relations sont beaucoup plus honnêtes : Semigine, contrairement aux oligarques qui possédaient des maisons d'édition et des chaînes de télévision, ne faisant pas semblant qu'il existait une presse libre, affirmant simplement « Mon magazine ». Et les journalistes comprenaient clairement les règles du jeu.

Le magazine *Russkij reporter*, où Dmitry est arrivé dès le début en 2007, était détenu, quant à lui, par Vladislav Surkov. Dans cette période significative elle aussi, un magazine important ne pouvait plus apparaître sans l'approbation de l'administration présidentielle. Dmitry ne sait pas à quel point Surkov était impliqué dans la politique éditoriale du magazine. Cependant, il se souvient de plusieurs sorties où les journalistes étaient emmenés à des conférences données par Surkov. Les conférences étaient assez générales, par exemple, sur la raison d'être des médias. C'était néanmoins la courroie de transmission de la position du Kremlin.

¹²³ Maintenant, Alexander Kupriyanov dirige le journal *Vechernyaya Moskva*

¹²⁴ Entretien de l'auteur avec Dmitry, 6 avril 2024.

¹²⁵ *Ibid.*

Des cas similaires sont décrits par des journalistes d'autres publications. Apparemment, cette forme de communication entre les représentants du pouvoir et les journalistes était assez répandue. Nikolaï Epplé, qui a collaboré plusieurs années avec le journal *Vedomosti* en témoigne dans un post sur Facebook : « Je me souviens de la visite de Belousov¹²⁶ à *Vedomosti*. Il se présentait comme un économiste et un intellectuel, c'est-à-dire en phase avec les "libéraux", un "étatiste" mais progressiste et compréhensif, lisant des livres et venant parler à *Vedomosti*. C'était après la Crimée, et j'étais étonné qu'il nous raconte, en toute bonne foi, une histoire sur le "train de l'amitié" prétendument envoyé en Crimée par le Secteur droit, dont l'arrivée avait été empêchée par les petits hommes verts, et que sans eux, il y aurait eu "beaucoup de sang" »¹²⁷.

Dans son travail quotidien, Dmitry dit ne pas avoir ressenti de censure : « Jusqu'en 2014, je ne me souviens pas d'un seul cas de correction idéologique dans les textes que j'écrivais. » À *Russkiy reporter*, il y avait d'autres outils permettant d'orienter le contenu des textes. Par exemple, les tâches rédactionnelles étaient attribuées aux reporters qui, contrairement aux journalistes, expriment des points de vue politiques variés. En choisissant un reporter, on pouvait réguler le ton du texte. Un autre moyen consistait à considérer le texte du reporter comme une source. Selon Dmitry, dans ce deuxième cas, une colonne éditoriale pouvait néanmoins être publiée. « Elle définissait le cadre de perception du reportage. Des choses étaient écrites que je ne partageais parfois pas du tout. » Dmitry explique ainsi son attitude face à ce type d'intervention éditoriale : « Je ne faisais pas de scandale. Je n'avais pas l'impression qu'ils profanent mon texte, c'était, en somme, une colonne d'opinion, où un avis était exprimé. Et cela ne semblait pas être quelque chose d'ouvertement idéologique. Il est logique de supposer que ces éditeurs expriment leur propre opinion. Et jusqu'en 2014, je percevais leur opinion comme un point de vue, même si je pouvais ne pas être d'accord avec elle »¹²⁸.

Nous voyons ainsi comment Dmitry a limité sa zone de responsabilité à ses propres textes, en s'efforçant à ne pas empiéter sur le territoire des autres. Ce désir d'individualisme n'a fait qu'augmenter par la suite : souvent en mission, il ne participait pas aux réunions éditoriales qu'elles soient officielles ou informelles. Jusqu'en 2014, Dmitry déclare avoir réussi à éviter la censure et l'autocensure. Cependant, bien que Dmitry ne considère pas cela comme de

¹²⁶ En 2014 Andrey Belousov était assistant du président pour les questions économiques, depuis 2024, il est ministre de la défense de la Fédération de Russie.

¹²⁷ EPPLÉ, Nikolaï. « Post 14.05.2024 », Blog *Facebook*. 2024.

¹²⁸ Entretien de l'auteur avec Dmitry, 6 avril 2024.

l'autocensure, le désir de préserver son « capital » personnel, notamment en évitant la confrontation avec ses collègues, peut objectivement être considéré comme un cas d'autocensure.

En 2014, le magazine *Russkiy reporter* a commencé à décliner : le pluralisme diminuait, le soutien du Kremlin s'était terminé, et avec lui, l'argent des sponsors. Compte tenu que les salaires étaient versés avec de retards, Dmitry a trouvé une autre source de revenu : il est devenu producteur pour des équipes de tournage étrangères. Ainsi, son « capital » personnel n'a pas diminué, mais a même augmenté : Dmitry s'est senti plus libre et indépendant de la conjoncture politique. Avec les équipes de tournage étrangères, il est allé en Crimée et à Donetsk : « J'étais très loin de la rédaction de *Russkiy reporter*, mais je voyais ce qu'ils écrivaient, et cela ne me plaisait pas. Peut-être que si j'étais resté à Moscou en lisant le *Russkiy reporter*, j'aurais pensé qu'ils savaient mieux, puisqu'ils avaient probablement un correspondant sur place. Mais j'étais là et je comprenais qu'ils écrivaient des absurdités »¹²⁹.

Le premier grand affrontement de Dmitry avec la censure n'a pas eu lieu avec un média russe, mais avec un média ukrainien dans le cadre d'une commande d'un article sur les volontaires russes venus combattre dans le Donbass : « J'ai honnêtement écrit sur les problèmes d'armement, sur le fait qu'ils arrivaient et mouraient pour une idée ». L'éditeur ukrainien a accepté l'article, mais il ne l'est pas publié sur son site : « Pendant trois ou quatre jours, il ne m'a pas répondu, puis il m'a envoyé un lien. Mais c'était un lien rusé, qui menait seulement à mon texte, sans que l'article soit visible sur le site du média. Je pense qu'en Ukraine, à ce moment-là, après le début de l'invasion, il était impossible d'humaniser les gens de l'autre côté »¹³⁰.

Dmitry a alors envoyé le même article à *Russkiy reporter*. Le reportage a été publié : « J'étais sûr qu'ils avaient supprimé exactement ce qu'il était impossible de publier. Ce n'était certainement pas une correction stylistique. Ils ont enlevé le paragraphe sur les armes russes que les volontaires avaient dans le Donbass ». Aujourd'hui, il analyse ce cas de censure en ces termes : « Je pense qu'il y a des circonstances. Cette personne a fait ce qu'elle pouvait. Il est pris dans divers étau. C'est son choix. J'ai décidé de ne plus écrire pour le *Russkiy reporter*, bien que je continue à avoir une certaine sympathie pour cet éditeur »¹³¹. C'est une

¹²⁹ *Ibid.*

¹³⁰ *Ibid.*

¹³¹ *Ibid.*

nouvelle fois que Dmitry déploie la stratégie d'individualisme, celle de ne se considérer comme impliqué dans le « capital » collectif¹³².

Cependant, lorsque Dmitry a eu la possibilité de rejoindre un collectif journalistique avec un « capital » plus proche de ce qu'il revendique être le sien, il a saisi cette opportunité avec joie. Dmitry est devenu journaliste d'investigation dans l'équipe de *Novaya Gazeta*. Mais formellement, il était encore employé de *Russkiy reporter*. Le jour de la publication des « Panama Papers », il a reçu un appel du service des ressources humaines : « "Vous devez venir récupérer vos documents de toute urgence". Je lui ai demandé ce qui s'était passé. Il s'est avéré que Valery Fadeev¹³³ avait fait irruption dans le service des ressources humaines, tapant des pieds et hurlant pour que Dmitry soit immédiatement licencié, de préférence dès la veille. Apparemment, quelqu'un de l'Administration présidentielle l'avait appelé »¹³⁴.

Déjà à *Novaya Gazeta*, Dmitry a pu éprouver des formes de censure lorsqu'il a participé à une enquête sur les pots-de-vin donnés par les propriétaires de grandes entreprises de vente de voitures. Lorsque les journalistes ont demandé des commentaires aux participants de l'affaire, Dmitry Peskov, porte-parole du président Poutine, a appelé le rédacteur en chef : « C'était étrange, ces commerçants et Peskov. Mais tu ne sais jamais comment les fils sont entrelacés »¹³⁵. Le texte a finalement été publié dans « Meduza ». Le rédacteur en chef de *Novaya Gazeta* a proposé à Dmitry de publier ce texte ailleurs. Selon Dmitry, le rédacteur en chef faisait tout son possible pour maintenir le journal aussi longtemps que possible. Il pense qu'en sacrifiant un texte, il en sauvait un autre. Ainsi, l'autocensure fonctionnait comme un système de freins et contrepoids. « Et c'est une question importante, » dit Dmitry, « supposons que tu réussisses à publier 90 % des textes que tu veux. Quels sont les 10 % restants que tu publies ? Juste des textes inintéressants, comme *Novaya Gazeta* ? Ou laisses-tu entrer ceux qui promeuvent le point de vue du gouvernement, comme *Echo Moskvy* ?¹³⁶ »

Du point de vue de Dmitry, l'autocensure qui sauve la majeure partie du journal peut donc se justifier contrairement à l'autocensure combinée à la complaisance envers le pouvoir. Dans les deux cas, le rédacteur en chef négocie avec l'administration présidentielle. Dans le second

¹³² *Ibid.*

¹³³ À ce moment-là, Valery Fadeev était le directeur général de Media Holding "Expert", dont faisait partie le « Russkiy reporter ».

¹³⁴ Entretien de l'auteur avec Dmitry, 6 avril 2024.

¹³⁵ *Ibid.*

¹³⁶ *Ibid.*

cas néanmoins, il prend soin non seulement du « capital » collectif, mais également du sien en tant qu'intermédiaire des deux points de vue opposés.

Conclusion

Pour cette étude de cas, deux entretiens ont été réalisés sous forme de récit chronologique, donnant ainsi à voir le développement des situations où se manifestent la censure et l'autocensure dans un contexte mouvant allant dès la fin des années 2000 jusqu'aux années 2010.

Le premier enquêté, Piotr, a travaillé toute sa vie dans le journalisme économique et connaît bien les règles internes de publications aussi importantes dans les années 2010 en Russie que *Kommersant* et *RBC*. Il a été témoin de l'augmentation progressive de la pression de la censure et de l'administration présidentielle et a pu observer comment, en réponse à cette pression, l'autocensure a également augmenté. Les médias tentent d'éviter ce phénomène et de s'éloigner de la politique et des sujets susceptibles de provoquer le mécontentement du Kremlin.

Du point de vue de la stratégie personnelle, pour Piotr, le « capital » journalistique était toujours conçu comme étant non seulement personnel, mais également collectif. Il s'efforçait de respecter les règles du jeu et faisait des compromis si ses collègues et supérieurs en faisaient également, et si le compromis ne contredit pas radicalement ses convictions profondes. Lorsque la pression de la censure et de l'autocensure à *Kommersant* est devenue insupportable pour lui et qu'il a cessé d'associer son « capital » à celui du journal *Kommersant*, Piotr est parti travailler pour *RBC*. Lorsque la pression chez *RBC* est devenue insupportable, il est à nouveau parti, cette fois avec moins de difficulté dans la mesure où il s'agissait d'un départ collectif du journal. Pour autant, pour préserver leur nouveau « capital » commun, *The Bell*, Piotr et ses collègues ont dû à nouveau recourir à l'autocensure, même si c'est dans une moindre mesure.

Le deuxième enquêté, Dmitry, était reporter, puis journaliste d'investigation. Les deux professions lui permettaient d'évoluer à part du reste de la rédaction. Dès le début de sa carrière, il agissait selon son propre code éthique, qui admettait certaines déviations et une autocensure justifiée.

Dmitry a observé deux stratégies différentes de censure et d'autocensure. La première, à *Russkiy reporter*, consistait à choisir des sujets de reportages soumis à une moindre pression, voire son absence. La seconde, à *Novaya gazeta*, impliquait une négociation avec les représentants de l'administration présidentielle, permettant de sauver la plupart des articles.

Il est évident que beaucoup dépendait des conditions initiales dans lesquelles les médias opéraient. *Russkiy reporter* dépendait de l'aide de l'administration présidentielle. *Kommersant* appartenait à des oligarques russes (sous la pression de l'administration présidentielle), tandis que son concurrent, *Vedomosti*, était financé par des capitaux étrangers (jusqu'à ce que cela soit interdit). Il est possible de formuler l'hypothèse que la résistance à la pression des structures de pouvoir était plus forte dans les médias où il n'y avait pas de pratique de la censure et de l'autocensure dans les années 2000, ainsi que dans ceux qui n'étaient pas sous l'emprise de l'administration présidentielle, laquelle apprivoisait les rédacteurs en chef en leur proposant des règles du jeu en échange d'exclusivité, d'influence et de l'augmentation de leur « capital » journalistique. Cela nécessite néanmoins un recueil de données empiriques supplémentaires.

Les médias avec un grand « capital » n'étaient pas prêts à prendre des risques, surtout si le risque pouvait être évité par de petites concessions. Ils pensaient qu'ils cèdent très peu tout en préservant leur « capital ». En réalité cependant, il y avait un déplacement progressif des frontières. Peu à peu, les compromis se multipliaient. L'autocensure devenait une politique éditoriale, et les médias cherchaient à trouver des niches où la pression serait moindre. Cette tentative des médias de se préserver s'est répercutée sur le champ informationnel global, dont la politique a commencé à se retirer, ce qui a sans aucun doute changé la réalité.

Parallèlement, de nouveaux médias et des journalistes indépendants, dont le capital n'était pas lié à de grandes équipes, s'affirment, se positionnant en opposition aux grands médias cherchant à sauver leur « capital ». De petits médias, y compris régionaux, sont apparus. Ils ne sont pas tous axés sur la politique, les enquêtes et autres sujets sensibles pour le pouvoir. L'émergence de ces médias est devenue possible grâce au développement d'Internet et à l'apparition des réseaux sociaux. Désormais, un média n'a plus forcément besoin d'une grande équipe et de nombreux moyens. Cela change principalement le paysage des médias régionaux. On peut supposer qu'auparavant, les médias régionaux étaient plus soumis à la censure et à l'autocensure, en raison d'une coopération plus étroite entre les médias et les autorités dans les régions (moins d'indépendance éditoriale et financière), et du fait que les

journalistes des médias régionaux étaient plus attachés à leur lieu de travail et craignaient davantage de le perdre. Après l'apparition et la popularisation de Telegram, la situation a radicalement changé. Bien que la pression sur ces médias augmente et que de nombreux journalistes aient dû partir, il est encore possible de travailler comme journaliste. Le chercheur en médias Vassili Gatov estime que c'est précisément dans de tels projets que peut résider le salut du journalisme russe : « En grande partie, cela dépend de la présence de quelques personnes courageuses, qui vivent peut-être selon le principe “je fais mon petit boulot”. Je sais quel rôle ont joué les journalistes présents à Tchernobyl au printemps et au début de l'été 1986, qui sont revenus à Moscou dans un état tel que les compteurs Geiger sautaient au plafond en leur présence. Ils ont joué un rôle énorme dans la lutte contre la censure, réussissant à effrayer, expliquer et contraindre les rédacteurs et censeurs à laisser passer les articles. En fait, c'est à partir de Tchernobyl que le véritable effondrement de la censure en URSS a commencé »¹³⁷.

Comme nous l'avons vu à travers l'analyse de ces deux entretiens, le champ des journalistes d'opposition n'est pas homogène. Au cours de leur carrière dans les années 2000 et 2010, ils ont été confrontés à différentes pratiques de censure et d'autocensure. Ces pratiques ont sans aucun doute influencé l'espace informationnel russe. Souvent, elles étaient appliquées dans le but de sauver un média spécifique ou même le journalisme en général. En fin de compte, les limites de ce qui est acceptable se sont déplacées, jusqu'à ce qu'il ne reste pratiquement plus rien à sauver.

¹³⁷ LOUTHCHENKO, Ksenia. « Vassily Gatov : Un journaliste ne peut pas faire abstraction de son lien avec le pays », *Colta*. 29 mai 2023 . En ligne : <https://www.colta.ru/articles/revision/29720-vasiliy-gatov> [consulté le].

Conclusion générale

En trois décennies depuis la dissolution de l'URSS, la Russie ainsi que ses médias, ont parcouru un long chemin. Des instruments de la *glasnost* et de la *perestroïka*, les médias russes sont devenus des outils essentiels pour le Kremlin, et au milieu des années 2010, des instruments de propagande gouvernementale. De nombreux chercheurs estiment que cette transformation est principalement due aux événements des années 1990 : le soutien à Boris Eltsine lors des élections présidentielles de 1996 et la participation des oligarques aux « guerres de l'information ». Dans les années 2000, les journalistes ont appris à trouver un compromis entre les demandes des actionnaires et leurs propres idéaux de liberté d'expression et d'éthique journalistique. Progressivement, parallèlement à la construction de la verticale du pouvoir, le système des relations entre l'administration présidentielle et les médias a également changé. Le contrôle des principaux médias a été transféré à des actionnaires associés à l'État ou dont la loyauté n'était pas remise en question ce qui s'est traduit par des pratiques organisationnelles spécifiques de gestion de l'information notamment via des réunions au sein de l'administration présidentielle organisées pour les rédacteurs en chef.

Progressivement, la loi sur les médias a également changé. Ces changements signifient toujours un durcissement de la politique gouvernementale, une augmentation du contrôle et des restrictions sur les médias. Au début des années 2010, les médias russes et les journalistes individuels étaient de plus en plus confrontés à une censure de plus en plus directe et étendue.

Les journalistes eux-mêmes ont tenté à plusieurs reprises d'uniformiser et de codifier les normes éthiques journalistiques, de trouver un équilibre entre la pression des autorités et les principes de la liberté d'expression. Dès les années 1990, ils avaient tenté de créer un code éthique, tentative qui, malheureusement, n'a abouti à rien. En 2011-2012, le conflit entre leur propre position civique et ce que leur travail dans les médias russes exigeait d'eux est devenu particulièrement aigu pour de nombreux journalistes. Cette situation a engendré de nombreuses discussions professionnelles sur la nature du journalisme russe. Il est devenu évident que les journalistes, les rédacteurs en chef et les gestionnaires de médias jouaient selon des règles différentes. La dernière tentative de s'unir et de résister à la pression des autorités a été entreprise en 2016, lorsque plusieurs centaines de journalistes se sont réunis pour créer un syndicat. Malheureusement, il était déjà trop tard. La plupart des médias sont restés seuls face aux autorités. Et les journalistes ont dû faire un choix : soit rejoindre des médias d'opposition avec tous les risques possibles que cela impliquait, soit travailler dans

des publications pro-gouvernementales et suivre les « règles du jeu » et une auto-censure de plus en plus stricte.

De nombreux journalistes russes considèrent l'auto-censure comme une norme et ils ne sont pas isolés dans cette perception.—Certains chercheurs estiment en effet que même dans les sociétés les plus libres, il existe des restrictions imposées à la liberté d'expression. La censure n'est donc pas nécessairement liée à un mécanisme répressif extérieur. C'est une norme inhérente à toute relation sociale. L'autocensure, dans ce contexte, soutient les structures de pouvoir dans la société, et la censure d'en haut n'est activée que lorsque l'auto-censure cesse de fonctionner.

Cette pratique, typique des marchés libres, s'est mêlée en Russie à la pratique de la pression autoritaire de l'État, à l'héritage historique de la censure étatique soviétique et à la crise des médias. Les journalistes ne distinguaient pas toujours la source de la censure (réelle ou présumée) et ne pouvaient pas toujours l'évaluer de manière critique.

Cette situation a permis l'émergence d'un type d'autocensure que Elisabeth Schimpfössl et Ilya Yablokov appellent par le terme russe « *adekvatnost* », qu'ils rapprochent du concept introduit par Pierre Bourdieu de « sens du jeu » (ou « sens de la position »). Suivre les « règles du jeu » devient, en termes de théorie des champs de Bourdieu, un moyen pour le journaliste de préserver son « capital » dans la hiérarchie du champ journalistique et du champ du pouvoir. Ce type d'auto-censure suppose que le journaliste ait des compétences de manœuvre, qu'il comprenne ce qui peut être écrit et ce qui ne peut pas l'être, quelles questions ne doivent pas être posées.

L'une des propriétés essentielles d'« *adekvatnost* » est l'obéissance anticipative. Une autre est la capacité de s'adapter rapidement en cas de changements. Si l'auto-censure cesse de fonctionner ou si l'État doit changer les règles du jeu ou les rappeler, il peut envoyer un signal d'en haut, et les acteurs sociaux en bas interprètent ce signal comme un nouveau tracé des limites. Ainsi, les frontières se déplaçaient progressivement et de manière assez imperceptible pour les participants au processus, jusqu'à ce que l'État commence à déplacer les frontières plus brusquement, exigeant de plus en plus de concessions, rompant les accords tacites et appliquant des répressions. Les journalistes remarquent les moments de déplacement brusque des frontières et tentent de les comprendre.

Ces discussions soulèvent une question cruciale : l'auto-censure était-elle un moyen de survie pour les journalistes dans une réalité en mutation, ou leur volonté de s'adapter aux nouvelles règles était-elle une cause importante de ce changement de réalité ? Les deux semblent se vérifier. D'un côté, l'État a passé de nombreuses années à construire un système d'influence sur les médias et à durcir les lois qui sont finalement devenues une véritable menace pour les journalistes, sachant que les journalistes ne manquent d'aucune institution capable de les protéger. D'un autre côté, en tentant de préserver leur « capital » et en évitant les situations conflictuelles, de nombreux journalistes et médias évitent les sujets sensibles. Ce faisant, ils cessent d'accomplir pleinement leur fonction journalistique, ce qui affecte sans aucun doute la vie de la société russe.

Néanmoins, certains journalistes et médias individuels refusaient de continuer à jouer ce jeu au moment où les « règles du jeu » changent. Pour différentes personnes, ces moments peuvent être différents. Certains, comme Dmitry, se conforment à leur propre code éthique. Pour d'autres, comme pour Piotr, il était plus facile de prendre une décision collective. Quoi qu'il en soit, en sacrifiant le « capital » qui garantissait une stabilité professionnelle, ils ont acquis un autre « capital », celui associé aux journalistes en exil, sans doute plus précieux pour eux en termes de réputation.

Aujourd'hui, il est devenu beaucoup plus facile de créer des médias. Une nouvelle génération de journalistes est apparue, celle qui n'a pas l'expérience de la construction de relations avec les autorités. Elle risque donc de ne pas accepter les règles du jeu en vigueur ces dernières années. Malgré les répressions, l'appareil d'État n'a pas encore réussi à les expulser du champ journalistique, ce qui peut inspirer de l'espoir pour la création d'un champ médiatique autonome du champ politique, travaillé par des institutions indépendantes et des règles du jeu relevant de logiques non liberticides.

Il ne fait aucun doute que ce mémoire peut être poursuivi dans différentes directions. Des entretiens supplémentaires avec des journalistes de divers médias permettraient de mettre en lumière plus finement à la fois les logiques propres à ce champ et des évolutions biographiques dépendant des contextes socio-historiques. Le corpus des entretiens pourrait également être élargi afin de proposer une typologie des stratégies journalistiques face à la censure et à l'autocensure.

Un intérêt particulier réside dans l'étude de cette problématique dans le contexte de la division des médias après le début de l'invasion à grande échelle de l'Ukraine entre ceux qui

sont partis et ceux qui sont restés. Il semble que la dépendance au chemin emprunté ne soit pas disparue. Les journalistes qui sont partis continuent de faire face à la censure et à l'autocensure, même si ces deux ne sont pas toujours liées aux autorités russes.

Une autre possibilité pour poursuivre ce travail serait de proposer une étude comparative avec le champ journalistique d'un autre pays post-soviétique pour mieux ressortir les spécificités russes d'une part, et celles de l'espace post-soviétique dans son ensemble d'autre part.

Références Bibliographiques

1. Bar-Tal, Daniel. « Self-Censorship as a Socio-Political-Psychological Phenomenon: Conception and Research », *Political Psychology*. février 2017, vol.38 no S1. p. 37-65. En ligne : <https://onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1111/pops.12391>.
2. Benson, Rodney Dean et Erik Neveu (eds.). *Bourdieu and the journalistic field*. Cambridge ; Malden, MA. Polity. 2005. 267 p.
3. Benson, Rodney et Erik Neveu. « Introduction: Field Theory as Work in Progress », *Bourdieu and the Journalistic Field*. Cambridge ; Malden,. 2005, p. 1-28.
4. Bourdieu, Pierre. « The political field, the social science field, and the journalistic field », *Bourdieu and the journalistic field*. Cambridge ; Malden, MA. 2005, p. 29-47.
5. Bunn, Matthew. « Reimagining repression: New censorship theory and after », *History and Theory*. février 2015, vol.54 no 1. p. 25-44. En ligne : <https://onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1111/hith.10739>.
6. Cook, Philip et Conrad Heilmann. « Two Types of Self-Censorship: Public and Private », *Political Studies*. mars 2013, vol.61 no 1. p. 178-196. En ligne : <http://journals.sagepub.com/doi/10.1111/j.1467-9248.2012.00957.x>.
7. Daucé, Françoise. « Épreuves professionnelles et engagement collectif dans la presse en ligne à Moscou (2012-2019) », *Le Mouvement Social*. 8 janvier 2020, n° 268 no 3. p. 101-116. En ligne : <https://www.cairn.info/revue-le-mouvement-social1-2019-3-page-101.htm?ref=doi>.
8. Daucé, Françoise. « Éprouver le Politique dans un Média Russe: La Délicate Élaboration des Nouvelles en Conférence de Rédaction », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*. 22 décembre 2017, N° 48 no 3. p. 159-182. En ligne : <https://www.cairn.info/revue-d-etudes-comparatives-est-ouest1-2017-3-page-159.htm?ref=doi>.
9. Denisova, Anastasia. « Democracy, protest and public sphere in Russia after the 2011–2012 anti-government protests: digital media at stake », *Media, Culture & Society*. octobre 2017, vol.39 no 7. p. 976-994. En ligne : <http://journals.sagepub.com/doi/10.1177/0163443716682075>.
10. Fedirko, Taras. « Self-censorships in Ukraine: Distinguishing between the silences of television journalism », *European Journal of Communication*. février 2020, vol.35 no 1. p. 12-28. En ligne : <http://journals.sagepub.com/doi/10.1177/0267323119897424>.

11. Fossato, Floriana et Kachkaeva, Anna. « Putin's Message to the Media: Will Russian TV choose self-censorship? », *New York Times Company*. 24 ligne: 2002. En ligne : <https://www.proquest.com/docview/92176512?parentSessionId=CH7E1%2B4dSMQb6gm48SbicxCuj%2BWxfLIOJkElwuBbJfQ%3D&pq-origsite=primo&accountid=16737>
12. Kenny, Timothy et Peter Gross. « Journalism in Central Asia: A Victim of Politics, Economics, and Widespread Self-censorship », *The International Journal of Press/Politics*. octobre 2008, vol.13 no 4. p. 515-525. En ligne : <http://journals.sagepub.com/doi/10.1177/1940161208324644>.
13. Kolesnikov, Andrei. « Freedom of Expression: for What? », *Index on Censorship*. octobre 2003, vol.32 no4. p. 21-23. En ligne : <http://journals.sagepub.com/doi/10.1080/03064220308537285>.
14. Lee, Francis L.F. et Angel M.Y. Lin. « Newspaper editorial discourse and the politics of self-censorship in Hong Kong », *Discourse & Society*. mai 2006, vol.17 no 3. p. 331-358. En ligne : <http://journals.sagepub.com/doi/10.1177/0957926506062371>.
15. Oates, Sarah. « The neo-Soviet model of the media », *Europe-Asia Studies*. décembre 2007, vol.59 no 8. p. 1279-1297. En ligne : <http://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/09668130701655150>.
16. Ostrovsky, Arkady. *The invention of Russia: the journey from Gorbachev's freedom to Putin's war*. London. Atlantic Books. 2015. 383 p.
17. Pierson, Paul. « Increasing Returns, Path Dependence, and the Study of Politics », *The American Political Science Review*. juin 2000, 94, no. 2. p. 251-67
18. Richter, Andrei. « Post-Soviet Perspective On Censorship and Freedom of the Media: An Overview », *International Communication Gazette*. octobre 2008, vol.70 no 5. p. 307-324. En ligne : <http://journals.sagepub.com/doi/10.1177/1748048508094291>.
19. Schimpfössl, Elisabeth et Ilya Yablokov. « Post-socialist self-censorship: Russia, Hungary and Latvia », *European Journal of Communication*. février 2020, vol.35 no 1. p. 29-45. En ligne : <http://journals.sagepub.com/doi/10.1177/0267323119897797>.
20. Schimpfössl, Elisabeth et Ilya Yablokov. « Power Lost and Freedom Relinquished: Russian Journalists Assessing the First Post-Soviet Decade », *The Russian Review*. juillet 2017, vol.76 no 3. p. 526-541. En ligne : <https://onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1111/russ.12142>.
21. Schimpfössl, Elisabeth et Ilya Yablokov « Coercion or Conformism? Censorship and Self-censorship among Russian Media Personalities and Reporters in the 2010s. », *Demokratizatsiya*. 2014, vol.22 no 2. p. 295-311. En ligne :

<http://faraway.parisnanterre.fr/login?url=https://search.ebscohost.com/login.aspx?direct=true&db=aph&AN=100826496&lang=fr&site=ehost-live>.

22. Schimpfössl, Elisabeth, Ilya Yablokov, Olga Zeveleva, et al. « Self-censorship narrated: Journalism in Central and Eastern Europe », *European Journal of Communication*. février 2020, vol.35 no 1. p. 3-11. En ligne : <http://journals.sagepub.com/doi/10.1177/0267323119897801>.
23. Shulman, Ekaterina. « Apprivoiser les médias. Conférence pour l'Université ouverte ». En ligne : <https://openuni.io/course/6-course-5/lesson/14/>.
24. Simon, R. « Media, Myth and Reality in Russia's State-Managed Democracy », *Parliamentary Affairs*. 1 janvier 2004, vol.57 no 1. p. 169-184. En ligne : <https://academic.oup.com/pa/article-lookup/doi/10.1093/pa/gsh014>.
25. Simons, Greg et Dmitry Strovsky. « Censorship in Contemporary Russian Journalism in the Age of the War Against Terrorism: A Historical Perspective », *European Journal of Communication*. juin 2006, vol.21 no 2. p. 189-211. En ligne : <http://journals.sagepub.com/doi/10.1177/0267323105064045>.
26. Surnacheva, Elisaveta, Konstantin Benumov, Lubov Moiseenko, et al. « Enchaîné par une chaîne foutue », *Nastoyashee vremya*. 22 décembre 2021. En ligne : <https://www.currenttime.tv/a/russia-media-crackdown/31621206.html>.
27. Zaslavsky, Victor. « Censorship in the Soviet Union », *Society*. juin 2022, vol.59 no 3. p. 288-294. En ligne : <https://link.springer.com/10.1007/s12115-022-00721-z>.
28. Zeveleva, Olga. « Self-Censorship among Journalists in Tatarstan and in Crimea, a Comparative Analysis: Pierre Bourdieu and New Censorship Theory », *Laboratorium: Russian Review of Social Research*. 26 décembre 2020, vol.12 no 3. En ligne : <http://www.soclabo.org/index.php/laboratorium/article/view/938>.

Données empiriques

1. Entretien avec Piotr, 13 mars 2024.
2. Entretien avec Dmitry, 6 avril 2024.

Sources primaires

3. Epplé, Nikolaï. « Post 14.05.2024 », Blog Facebook. 2024.
4. Gorbachev, Alexandre et Ilya Krasilshchik. *Histoire des médias russes 1989-2011*. Afisha. Moskva. 2011. En ligne : <https://daily.afisha.ru/archive/gorod/archive/mediahistory/>.

5. Gorbachev, Aleksandre et Ilya Krasilshchik. *Histoire des médias russes 1989-2011 : version Afisha*. Moskva. Afisha. 2011.
6. Kashin, Oleg. « Nuisance privée », *Colta*. 12 mars 2014. En ligne : <https://www.colta.ru/articles/media/2410-chastnaya-nepriyatnost>.
7. Louthcenko, Ksenia. « Elizaveta Ossetinskaya : “Nous sommes habitués à payer et à recevoir nous-mêmes un peu d’argent, et il n’y a rien de bon à ce sujet” », *Colta*. 29 novembre 2023. En ligne : <https://www.colta.ru/articles/revision/29741-elizaveta-osetinskaya-my-privykli-platit-malenkie-dengi>
8. Louthcenko, Ksenia. « Maxime Trudolubov: «la Polarisation ne fera que s’approfondir» », *Colta*. 17 novembre 2023. En ligne : <https://www.colta.ru/articles/revision/29738-maksim-trudolyubov-polyarizatsiya-budet-tolko-uglublyatsya>
9. Louthcenko, Ksenia. « Dmitry Boutrine : « Le lecteur veut maintenant des mensonges » », *Colta*. 4 septembre 2023. En ligne : <https://www.colta.ru/articles/revision/29728-dmitriy-butrin-chitatel-seychas-hochet-ne-pravdu>.
10. Louthcenko, Ksenia. « Vassily Gatov : Un journaliste ne peut pas faire abstraction de son lien avec le pays », *Colta*. 29 mai 2023. En ligne : <https://www.colta.ru/articles/revision/29720-vasiliy-gatov>.
11. Morev, Gleb et Polina Byhovskaya. « C’est les maillons d’une chaîne foutue », *OpenSpace.ru*. En ligne : <https://os.colta.ru/media/paper/details/37626/#dzyadko>.
12. Narinskaya, Anna. « La vie culturelle de Moscou : après le bal chez Satan », *The Moscow Times*. 21 octobre 2023. En ligne : https://storage.googleapis.com/gsc-link-dev/www.moscowtimes.ru/76f41c5c.html?fbclid=IwAR1iFWs4kuSXGBI9fdV1ui9QYq0HU1AnngkEMn0Dqd6GxinHu01GYiBheyQ_aem_AQAhQke1LS9tAJDaanIjtm63HGwYsv12da0w8YSOnR8oSwcZgkF1IC05wPd jNhyU.
13. Natalia Rostova. « Victoire de Pyrrhus », *Radio Svoboda*. 7 avril 2016. En ligne : <https://www.svoboda.org/a/27835484.html#39>
14. Nikitinsky, Leonid. « Premier adjoint et les dix derniers », *Novaya Gazeta*. 14 mars 2015. En ligne : <https://novayagazeta.ru/articles/2015/03/14/63403-pervyy-zam-i-poslednie-desyat>.
15. Rudina, Asya. « Profession interdite. Journalistes sur eux-mêmes et la censure », *Radio Svoboda*. 8 septembre 2021. En ligne : <https://www.svoboda.org/a/zapreschyonnaya-professiya-zhurnalisty-o-sebe-i-tsenzure/31399661.html>.

16. « “C’est une honte et *****”. Comment le marché des médias a réagi au changement de rédacteur en chef de Lenta.ru », *Lenta.ru*. 13 mars 2014. En ligne : <https://lenta.ru/articles/2014/03/13/lenta/>.
17. « Slonim : nous ne sommes pas devenus l’Union des journalistes », *RIA Novosti*. 21 janvier 2014. En ligne : <https://ria.ru/20140121/990191436.html>.
18. « Parler des médias. Alexandre Urzhanov et Piotr Tolstoï », *Afisha Daily*. 7 août 2012. En ligne : <https://daily.afisha.ru/archive/gorod/archive/media-urzhanov-tolstoy/>.
19. « Parler des médias. Maxime Kovalsky et Mykhail Zygar », *Afisha Daily*. 3 août 2012. En ligne : <https://daily.afisha.ru/archive/gorod/archive/media-kovalski-zygar/>.
20. « Parler des médias. Ilya Tsenciper et Demian Koudriavtsev », *Afisha Daily*. 1 août 2012. En ligne : <https://daily.afisha.ru/archive/gorod/archive/media-tsentsiper-kudryavtsev/>.
21. « Parler des médias. Philipp Bahtin et Philipp Dziadko », *Afisha Daily*. 31 juillet 2012. En ligne : <https://daily.afisha.ru/archive/gorod/archive/media-bahtin-dzyadko/>.
22. « Parler des médias. Oleg Kashin et Ksenia Sobtchak », *Afisha Daily*. 30 juin 2012. En ligne : <https://daily.afisha.ru/archive/gorod/archive/media-sobchak-kashin/>.
23. « Le “Moskovsky Korrespondent” a reporté la deuxième venue », *Kommersant*. 31 octobre 2008. En ligne : <https://www.kommersant.ru/doc/1050028>.
24. « Charte des journalistes de Moscou. Déclaration ». En ligne : <https://presscouncil.ru/teoriya-i-praktika/dokumenty/758-moskovskaya-khartiya-zhurnalistov>.